ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 17 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1028 ■

CLIMAT/COP31

L'intelligence artificielle, une arme à double tranchant

P 16

APN

Le PLF 2027 adopté à la majorité

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, à la majorité, le projet de loi de finances (PLF) 2027, au terme d'un parcours législatif de 41 jours marqué par des débats autour des équilibres budgétaires, du pouvoir d'achat et des perspectives de diversification de l'économie nationale. Le texte prévoit plusieurs mesures destinées à soutenir l'investissement productif, à rationaliser les dépenses publiques, à améliorer le recouvrement fiscal et à diversifier les recettes de l'État, sans augmentation des taux d'imposition. P 3



REPORTING EXTRA-FINANCIER DES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE

La COSOB adopte un nouveau cadre réglementaire

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a adopté un nouveau cadre réglementaire fixant les modalités de publication des informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) par les sociétés cotées en Bourse, dans le cadre de la modernisation du marché financier algérien.

P 2

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Un levier stratégique pour diversifier l'économie nationale

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) occupe une place importante dans l'économie nationale, tant par sa contribution à la création de richesses que par son rôle dans l'investissement, l'emploi et le développement des infrastructures.

P 5

HYDROCARBURES

L'américain KBR entend renforcer sa présence en Algérie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu, hier, par visioconférence, avec le responsable du secteur des solutions technologiques durables au sein de la société américaine KBR, Jay Ibrahim, en présence de plusieurs cadres du ministère.

P 16

FINANCES

Ouverture de la 3e édition du Salon "Tasshiil 2026" du crédit et du leasing P 2

PROJETS D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE AVEC L'EUROPE

L'Algérie au cœur des initiatives méditerranéennes P 3

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le CNESE veut renforcer la contribution de la diaspora P 3

FINANCES

Ouverture de la 3e édition du Salon "Tasshiil 2026" du crédit et du leasing

La troisième édition du Salon "Tasshiil 2026" du crédit, du leasing et de l'investissement s'est ouverte, lundi, au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger, avec la participation de plusieurs entreprises et institutions actives dans ce domaine.
Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, sous le patronage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, et du ministère de la Jeunesse, verra la participation des banques publiques et privées, des sociétés de leasing et des institutions financières et d'investissement, ainsi que des entreprises de technologie financière, des acteurs de la numérisation des services financiers et des représentants des secteurs de l'industrie, de la technologie et de l'immobilier.
Ce Salon vise, en tant que rendez-vous économique national, à offrir un espace professionnel de réseautage, d'échange d'expertises et de création de partenariats, afin de faciliter l'accès aux solutions de financement, de soutenir les entreprises, les investisseurs et les porteurs de projets et de renforcer la dynamique de l'économie nationale.
Cette édition met en avant les applications du leasing dans plusieurs secteurs, notamment l'automobile, l'immobilier et l'acquisition de meubles et de cuisines équipées, à travers des solutions de financement et des facilités de paiement répondant aux besoins des particuliers et des entreprises. Elle accorde également une place importante aux transformations technologiques dans le secteur financier, notamment l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'étude des dossiers de crédit, l'analyse et l'évaluation des risques, outre la modernisation des services de paiement.
Le programme scientifique comprend des conférences et des séminaires spécialisés portant sur les défis et les perspectives auxquels fait face le système financier, notamment la facilitation de l'accès au crédit, le développement du leasing, les mécanismes modernes d'investissement, l'avenir du paiement électronique, la sécurité des transactions et la numérisation des services financiers.
Ces rencontres réunissent des intervenants et des représentants d'établissements publics et privés, ainsi que des experts et spécialistes internationaux pour examiner les transformations du secteur et présenter des solutions adaptées aux spécificités du marché algérien.
Les objectifs du Salon ne se limitent pas à la présentation de services et de produits, mais s'étendent au renforcement du dialogue entre les secteurs public et privé, au rapprochement entre les institutions financières et les opérateurs économiques, et à l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat, selon les organisateurs.

APS

REPORTING EXTRA-FINANCIER DES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE

La COSOB adopte un nouveau cadre réglementaire

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a adopté un nouveau cadre réglementaire fixant les modalités de publication des informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) par les sociétés cotées en Bourse, dans le cadre de la modernisation du marché financier algérien.

Synthèse R E.

Ce dispositif est défini par l'instruction n 26-08 du 28 octobre 2026, qui précise le contenu du rapport sur l'information extra-financière destiné aux sociétés cotées, a indiqué hier la COSOB dans un communiqué.
Cette initiative, présentée comme une première en Algérie, place le pays parmi le cercle restreint des Etats africains ayant introduit des exigences réglementaires spécifiques en matière de reporting ESG des sociétés cotées.
Prise en application de l'article 44 du règlement COSOB n 25-04 du 22 octobre 2025 relatif à la divulgation de l'information par les sociétés cotées, l'instruction établit un cadre de publication structuré autour de trois dimensions : environnementale, sociale et gouvernance.
Les informations à communiquer portent notamment sur les changements climatiques, la gestion des ressources, les conditions sociales, la composition et le fonctionnement des organes de gouvernance, ainsi que les mécanismes de prévention de la corruption.
Le rapport devra également présenter la démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), ses parties prenantes, ses enjeux ESG prioritaires, l'analyse de leur matérialité, ainsi que les actions engagées et les résultats obtenus.
Le référentiel retenu s'appuie principalement sur les normes de la Global Reporting Initiative (GRI) et les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, tout en autorisant le recours à d'autres référentiels internationaux reconnus. Le dispositif repose sur le principe de conformité ou d'explication (Comply or Explain), permettant aux entreprises concernées de s'approprier progressivement ces nouvelles exigences.
A travers cette mesure, la COSOB entend améliorer la transparence des entreprises et renforcer la qualité de l'information destinée aux investisseurs, afin de leur permettre de mieux évaluer les risques et les opportunités liés aux enjeux de durabilité.
Cette nouvelle réglementation vise également à accompagner le développement de la finance durable, à renforcer l'attractivité du marché financier algérien et à favoriser son adaptation aux évolutions internationales des marchés de capitaux.
Ces exigences entreront en application à compter de l'exercice 2026, dans le cadre de la dynamique de modernisation engagée par la COSOB en faveur d'un marché financier plus transparent et davantage orienté vers le financement durable de l'économie nationale, précise le communiqué.

MODERNISATION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Le ministre des Transports préside une réunion de coordination

Le ministre des Transports Saïd Sayoud a présidé, hier, une réunion de coordination consacrée au suivi du projet de modernisation et de développement de l'aéroport international d'Alger, dans le cadre du suivi continu des projets du secteur, indique un communiqué du ministère.

La réunion qui s'est déroulée en présence de cadres du secteur, a été consacrée à "l'examen des différents aspects du projet et à la présentation de l'état d'avancement de sa réalisation, afin de garantir sa mise en œuvre conformément aux objectifs fixés et aux délais impartis", précise la même source.

SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT 2026

NESDA Alger-Centre se mobilise

Dans le cadre des préparatifs liés à la célébration de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat (Global Entrepreneurship Week – GEW 2026), prévue du 16 au 22 novembre 2026, NESDA Alger Centre a tenu une séance de travail de la commission locale mixte chargée du suivi des activités des Centres de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE) relevant des universités et des établissements de formation professionnelle. Cette rencontre avait pour objectif de définir le programme des activités prévues et de coordonner les efforts nécessaires à la réussite de cet événement mondial. La séance a été ouverte par Monsieur Rebhi Adel, Directeur de l'Agence NESDA Alger Centre, en présence des cadres de l'agence et des directeurs des Centres de développement de l'entrepreneuriat. Les travaux ont été consacrés à l'évaluation de l'état d'avancement des préparatifs, à l'examen des différentes préoccupations soulevées, ainsi qu'à la définition des priorités et à la mise en place des mécanismes de coordination et de coopération entre les différents partenaires, afin d'assurer la mise en œuvre d'un programme riche et diversifié, en adéquation avec les objectifs de cette manifestation mondiale.
À cette occasion, Monsieur le Directeur de l'agence a souligné la nécessité de mobiliser l'ensemble des moyens disponibles et de conjuguer les efforts, tout en renforçant la coordination et la coopération entre les différents acteurs et partenaires. Il a également insisté sur l'importance d'œuvrer dans un esprit d'équipe afin de garantir une préparation rigoureuse et une organisation optimale des différentes activités et manifestations programmées, à la hauteur de l'importance de cet événement et des objectifs qui lui sont assignés.
Il a également mis l'accent sur l'importance de saisir cette manifestation comme une opportunité pour promouvoir et ancrer la culture entrepreneuriale auprès des jeunes et des porteurs de projets, ainsi que pour diffuser l'esprit d'initiative et d'innovation. Cet objectif passe notamment par le renforcement des actions de sensibilisation et d'information sur les différents dispositifs d'accompagnement et de soutien proposés par NESDA, tout en encourageant les porteurs d'idées innovantes à concrétiser leurs projets et à les transformer en micro-entreprises créatrices de valeur ajoutée, contribuant ainsi à la création de richesses et de postes d'emploi.
Ces préparatifs s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par l'Agence de wilaya NESDA Alger Centre et ses partenaires en vue de consolider un écosystème intégré de soutien et d'accompagnement de l'entrepreneuriat, et de faire de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat 2026 un rendez-vous majeur de sensibilisation, d'information et de communication, ainsi qu'une occasion de renforcer les passerelles de coopération entre l'université, les établissements de formation professionnelle et leur environnement économique.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

APN

Le PLF 2027 adopté à la majorité

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, à la majorité, le projet de loi de finances (PLF) 2027, au terme d'un parcours législatif de 41 jours marqué par des débats autour des équilibres budgétaires, du pouvoir d'achat et des perspectives de diversification de l'économie nationale. Le texte prévoit plusieurs mesures destinées à soutenir l'investissement productif, à rationaliser les dépenses publiques, à améliorer le recouvrement fiscal et à diversifier les recettes de l'État, sans augmentation des taux d'imposition.

Par Selma R.

Le ministre des Finances, Mohamed Lamine Lebbou, a souligné que l'adoption du PLF 2027 ne constitue pas une simple formalité constitutionnelle, mais représente une manifestation concrète de la coopération institutionnelle et de la responsabilité collective au service de l'État et du citoyen. Cette adoption intervient, dira-t-il, au terme d'un processus d'examen et de débats parlementaires ayant permis aux représentants des différentes sensibilités politiques de soulever plusieurs préoccupations liées aux orientations économiques et financières du pays, à la préservation du pouvoir d'achat, à la rationalisation des dépenses publiques et à la consolidation des ressources de l'État.

Dans son intervention devant les députés, Mohamed Lebbou a assuré que les différentes propositions seront prises en considération lors des prochaines étapes, mettant en avant la nécessité d'un partenariat effectif entre le gouvernement et le Parlement pour la construction de politiques financières plus efficaces et transparentes.

Pour sa part, la présidente de l'APN, Khalida Boufdèche, a souligné la portée économique et sociale de ce texte, estimant que « la loi de finances n'est pas simplement des chiffres qui fixent les recettes et les dépenses, ni des mesures techniques de gestion du budget, mais l'expression des choix de l'État et la traduction de ses priorités ». Elle a notamment mis en avant les dispositions visant à accompagner l'investissement productif, à améliorer le climat des affaires et à soutenir les secteurs stratégiques, en particulier l'industrie, l'agriculture, les mines et l'énergie.

Pour elle, l'adoption du PLF 2027 constitue une étape importante pour consolider le développement national et renforcer la souveraineté économique. Mme Boufdèche a souligné que « le défi actuel consiste à bâtir une économie diversifiée et productive, capable de valoriser les richesses nationales et de renforcer les capacités de l'Algérie en matière d'exportation ».

Saluant l'attachement au caractère social de l'État algérien, la présidente de l'APN a mis en avant les orientations et décisions présidentielles relatives à la non-introduction de nouvelles taxes et redevances. Elle a relevé l'impact positif de ces mesures sur la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Sur le volet économique, le PLF 2027 s'inscrit dans la perspective de consolider les capacités productives nationales et de réduire progressivement la dépendance aux hydrocarbures. L

a diversification des sources de revenus, la création de richesses et d'emplois ainsi que le renforcement des secteurs hors hydrocarbures figurent parmi les principaux objectifs mis en avant lors des débats parlementaires.

Le président de la commission des finances et du budget, Abdelhafid Brima, a, pour sa part, insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts de diversification économique et de renforcer les secteurs productifs. « La prochaine étape exige d'intensifier les efforts visant à développer les secteurs productifs, à encourager l'investissement et à améliorer le climat des affaires », a-t-il déclaré, soulignant l'importance de ces orientations pour élargir les sources de revenus nationaux et renforcer la capacité de l'économie à faire face aux fluctuations extérieures. Sur le plan social, le texte réaffirme le maintien du caractère social de l'État, avec une attention particulière accordée à la préservation du pouvoir d'achat et à la protection des catégories vulnérables. L'absence de nouvelles augmentations des taux d'imposition constitue l'un des principaux engagements du projet, qui prévoit parallèlement la poursuite des politiques de soutien et la garantie des services essentiels. La rationalisation des dépenses publiques et la préservation des grands équilibres financiers constituent un autre axe important du PLF 2027.

PROJETS D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE AVEC L'EUROPE

L'Algérie au cœur des initiatives méditerranéennes

Par S. R.

L'Algérie entend conforter sa place dans les futurs échanges énergétiques entre les deux rives de la Méditerranée, grâce notamment au développement des énergies renouvelables et à l'étude d'un projet d'interconnexion électrique sous-marine avec l'Italie. Cette perspective s'inscrit dans une dynamique régionale qui vise à renforcer les échanges d'électricité entre l'Afrique du Nord et l'Europe, dans un contexte d'accélération de la transition énergétique et de recherche de nouvelles capacités d'approvisionnement.

Cette orientation a été confortée par le lancement, le 10 novembre dernier, d'un nouveau partenariat entre l'Union pour la Méditerranée (UpM) et l'initiative TeraMed, annoncé en marge de la COP31, organisée à Antalya, en Turquie. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette coopération ambitionne d'accélérer le développement des énergies renouvelables dans le bassin méditerranéen et de renforcer les infrastructures nécessaires à leur intégration dans les réseaux électriques régionaux.

L'objectif est particulièrement ambitieux : porter les capacités installées en énergies renouvelables à 1 000 gigawatts à l'horizon 2030. Pour y parvenir, les partenaires entendent agir sur plusieurs leviers, notamment la coordination des politiques énergétiques, le développement des études techniques et la mobilisation des financements destinés aux projets structurants.

L'Algérie figure parmi les quatre pays arabes concernés par cette dynamique, aux côtés de l'Égypte et de la Tunisie. Lancée le 1er octobre 2024, à l'occasion de la Semaine du Caire pour l'énergie durable, l'initiative TeraMed vise à valoriser davantage le potentiel solaire et éolien des pays méditerranéens et à favoriser l'émergence d'un marché électrique régional mieux intégré.

Sur le plan opérationnel, le partenariat entre l'UpM et TeraMed prévoit de renforcer le dialogue entre les gouvernements, les institutions de recherche et le secteur privé, tout en développant les outils d'analyse et de modélisation des systèmes énergétiques. L'amélioration de la préparation des projets à l'investissement et la coordination entre les institutions financières publiques et privées constituent également des axes prioritaires.

Pour l'Algérie, cette dynamique régionale se prolonge dans les réflexions engagées sur un projet d'interconnexion électrique sous-marine avec l'Italie.

Ce projet, qui associe Sonelgaz, Sonatrach et le groupe italien Eni, vise à évaluer les possibilités de transfert d'électricité entre les deux pays et à identifier les conditions techniques et économiques nécessaires à sa concrétisation. Une telle infrastructure pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour les échanges énergétiques entre l'Algérie et le marché européen, en s'appuyant sur le développement des capacités nationales de production d'électricité renouvelable.

D'autres projets méditerranéens illustrent cette volonté de renforcer les connexions entre les réseaux électriques des deux continents.

L'Égypte développe ainsi le projet GREGY avec la Grèce, dont la capacité prévisionnelle atteint 3 gigawatts. De son côté, la Tunisie prévoit, avec le projet ELMED, une liaison de 600 mégawatts avec l'Italie sur environ 220 kilomètres, dont la majeure partie en câble sous-marin.

Ces différentes initiatives traduisent l'importance croissante accordée aux infrastructures de transport d'électricité dans la transition énergétique régionale. Pour l'Algérie, l'enjeu consiste désormais à valoriser ses ressources énergétiques, à développer ses capacités renouvelables et à consolider sa position dans les futurs échanges électriques euro-méditerranéens.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le CNESE veut renforcer la contribution de la diaspora

Synthèse R E.

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé, hier à Alger, une rencontre-débat consacrée à la valorisation des potentialités de la communauté nationale établie à l'étranger et au renforcement de sa contribution au développement national. Cette initiative vise notamment à identifier les mécanismes susceptibles de mobiliser davantage les compétences, les expériences et les capacités d'investissement des Algériens établis à l'étranger au service de l'économie nationale.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, organisée à l'École nationale d'administration (ENA), le président du CNESE, Mohamed Boukhari, a souligné que la communauté nationale à l'étranger constitue un « capital humain singulier », au regard de la diversité de ses parcours, de ses spécialités et de ses qualifications professionnelles, scientifiques et technologiques acquises à l'échelle internationale.

Il a estimé que ces compétences représentent un potentiel important pour accompagner les profondes mutations économiques et sociales que connaît l'Algérie, rappelant que le développement du pays repose sur la mobilisation et la complémentarité des capacités de l'ensemble de ses enfants, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national.

Dans cette perspective, le président du CNESE a mis en avant le rôle que pourrait jouer la diaspora dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment à travers l'investissement productif, l'entrepreneuriat, le transfert de technologies et de connaissances, la coopération scientifique et universitaire, ainsi que le développement de partenariats internationaux.

Il a également cité l'accompagnement des initiatives innovantes et la contribution à l'accès des entreprises nationales aux marchés internationaux parmi les domaines où les compétences établies à l'étranger pourraient apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale.

Un levier pour accompagner les transformations économiques

Le responsable a souligné que la diversification de l'économie, le développement de l'industrie et de l'agriculture, la transition énergétique, la transformation numérique et la promotion de l'économie du savoir constituent autant de chantiers stratégiques nécessitant des compétences qualifiées, une meilleure maîtrise des technologies et une ouverture permanente sur les évolutions scientifiques et techniques mondiales. À cet égard, il a considéré que la communauté nationale établie à l'étranger peut également jouer un rôle de passerelle entre l'Algérie et les différents espaces internationaux du savoir, de l'innovation et de la coopération, contribuant ainsi au rayonnement du pays et à l'élargissement de ses perspectives de partenariat et d'échanges. Cette orientation s'inscrit, selon lui, dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui accorde une importance particulière à l'implication active de la diaspora et à la valorisation de ses compétences et de son expérience dans le processus de développement national. Mohamed Boukhari a rappelé, dans ce contexte, les différentes initiatives engagées pour consolider les liens avec la communauté nationale à l'étranger, faciliter ses relations avec les institutions de l'État et élargir les possibilités de sa participation à la vie nationale. Il a notamment évoqué la création du Conseil supérieur de la communauté nationale à l'étranger, qu'il a présentée comme une illustration de l'intérêt accordé par l'État aux compétences scientifiques et aux chercheurs algériens établis hors du pays.

CNEP-BANQUE

Lancement de deux nouveaux produits

La CNEP-Banque a annoncé dimanche, dans un communiqué, le lancement de deux nouveaux produits destinés à répondre aux besoins de sa clientèle, enrichir son offre et à accompagner les évolutions des besoins du marché.
Il s'agit du crédit à la consommation "Maktab@tech" destiné aux parents d'élèves et aux étudiants, indique la banque qui précise que ce produit permet de financer l'acquisition des équipements informatiques, ainsi que les bureaux et meubles de rangement dédiés à l'aménagement de l'espace d'étude. Selon la même source, le financement peut atteindre 500.000 DA, dans la limite de 90 % du prix de vente, au taux d'intérêt de 4,5 %, avec une durée de remboursement pouvant aller jusqu'à 36 mois.
Cette offre s'adresse aux élèves des différents cycles de l'enseignement, aux étudiants, ainsi qu'aux apprenants de la formation et de l'enseignement professionnels, elle est accessible "exclusivement" via la plateforme de commercialisation numérique de la Banque, "CNEP-Market", précise la même source.
Cette plateforme offre plusieurs fonctionnalités dont la possibilité de choisir les biens disponibles sur le catalogue en ligne, la réalisation de simulation de crédit afin d'arrêter la capacité d'endettement, la gestion et le suivi du dossier du crédit. Pour le deuxième produit "Cardless Agence", il permet via l'application "CNEP-Connect" aux clients titulaires de comptes chèques, épargne ou commerciaux, d'effectuer des opérations de retrait et de versement d'espèces sur l'ensemble des agences du réseau de la Banque, sans l'utilisation de carte bancaire, selon le communiqué.

R E.

DZAIR DIGITAL SERVICES

Intégration de 20 nouveaux services dédiés au secteur du tourisme

Le Haut-Commissariat à la numérisation a annoncé, lundi dans un communiqué, l'intégration de 20 nouveaux services numériques dédiés au secteur du tourisme parmi ceux disponibles sur le portail national des services numériques gouvernementaux.
Cette opération s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir le champ d'exploitation du portail national des services numériques gouvernementaux +Dzair Digital Services+ et à faciliter l'accès aux services publics".
A cet effet, le Haut-Commissariat à la numérisation a procédé, en coordination avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, à l'intégration de 20 nouveaux services numériques au portail, précise la même source. Les services numériques liés au tourisme concernent notamment "la création d'agences de tourisme et de voyages, le classement des hôtels et des restaurants, l'obtention d'autorisations d'exploitation des établissements thermaux, les demandes d'approbation des projets d'investissement dans le domaine touristique, ainsi que l'agrément des guides touristiques". S'agissant des services relatifs à la formation touristique, ils portent sur "la formation à l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST) +licence et master en tourisme+, la formation au niveau des deux instituts nationaux des techniques hôtelières et touristiques de Tizi Ouzou et de Bou Saâda +technicien et technicien supérieur en hôtellerie, tourisme et restauration+, en sus de la consultation des annonces des concours d'accès aux établissements de formation et des conditions d'inscription et d'admission". Quant aux services liés à l'artisanat et aux métiers, ils comprennent "l'inscription au registre de l'artisanat et des métiers, la mise à jour des informations des artisans, la radiation du registre de l'artisanat et des métiers, le renouvellement de la carte d'artisan, la délivrance d'un duplicata de cette carte, la qualification professionnelle permettant d'obtenir le statut d'artisan ou de maître artisan, l'inscription aux programmes de formation, l'inscription et la participation aux manifestations et concours dédiés à l'artisanat et aux métiers, la participation aux prix nationaux de l'artisanat et des métiers, l'enregistrement des marques, ainsi que le suivi électronique des dossiers et des demandes administratives".
Cette opération, qui se fait en coordination avec l'ensemble des secteurs et organismes, "vise à élargir l'éventail des services numériques disponibles sur le portail national des services numériques gouvernementaux et à consacrer un accès simplifié et unifié aux services publics, contribuant ainsi à réduire les procédures administratives et à rapprocher le service du citoyen et de l'opérateur économique", conclut le communiqué.

APS

SAIDAL-CNAS

La situation des pharmacies du groupe régularisée

La situation des pharmacies du Groupe Saidal auprès de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a été régularisée, permettant ainsi aux assurés sociaux et aux détenteurs de la carte Chifa de bénéficier à nouveau normalement des prestations pharmaceutiques.
Le Groupe Saidal a annoncé la régularisation de la situation juridique de ses pharmacies auprès de la CNAS, à l'issue d'échanges et de concertations avec les services concernés. Dans un communiqué rendu public, le groupe pharmaceutique précise avoir fourni à la CNAS l'ensemble des clarifications nécessaires concernant le cadre juridique régissant l'activité de ses pharmacies.
Une démarche qui a permis aux services concernés de mieux appréhender les dispositions légales encadrant leur fonctionnement. Ces échanges ont ainsi abouti à la régularisation de la situation, ouvrant la voie à la reprise normale et légale des prestations au profit de l'ensemble des assurés sociaux, notamment les détenteurs de la carte Chifa.
Ces derniers peuvent désormais se rendre dans les pharmacies de Saidal pour bénéficier des services proposés et obtenir leurs médicaments conformément aux procédures en vigueur, sans aucune difficulté particulière. Enfin le Groupe Saidal réaffirme son engagement à garantir la continuité du service pharmaceutique et à faciliter l'accès des citoyens aux médicaments, tout en veillant au strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

R E.

AVEC LE LANCEMENT DE VOLS VERS CHENGDU

Turkish Airlines renforce son réseau en chine

Turkish Airlines a officiellement lancé ses vols réguliers vers Chengdu, l'un des principaux pôles économiques, culturels et technologiques de l'ouest de la Chine, le 11 novembre 2026. Chengdu devient ainsi la quatrième ville de Chine continentale desservie par Turkish Airlines, après Pékin, Shanghai et Guangzhou. Comptant plus de 21 millions d'habitants, Chengdu est l'une des métropoles les plus importantes de Chine. La ville constitue un centre majeur pour le commerce, la logistique et la finance. Elle accueille également de nombreuses entreprises multinationales opérant dans des secteurs stratégiques tels que l'électronique, l'automobile, l'aéronautique, la biotechnologie et l'intelligence artificielle. Reconnue par l'UNESCO comme « Ville de gastronomie », Chengdu attire chaque année des millions de visiteurs grâce à sa cuisine sichuanaise de renommée mondiale, ainsi qu'à la base de recherche et d'élevage du panda géant de Chengdu, un centre spécialisé dans la protection et la conservation des pandas géants. À l'occasion du lancement des vols vers Chengdu, le Président du Conseil d'administration et du Comité exécutif de Turkish Airlines, le Prof. Murat Şeker a déclaré : « La Chine occupe une place stratégique parmi les principaux marchés de Turkish Airlines. Avec le lancement de nos vols vers Chengdu, l'un des principaux centres touristiques, technologiques et aéronautiques de Chine, également reconnue comme Ville de gastronomie par l'UNESCO, nous renforçons davantage notre réseau de vols dans le pays. Nous sommes convaincus que cette nouvelle ligne contribuera à poursuivre le développement des relations commerciales, culturelles et touristiques entre la Türkiye et la Chine. » Turkish Airlines assurera trois vols hebdomadaires sur la ligne Istanbul–Chengdu les mercredis, vendredis et dimanches, tandis que les vols retour de Chengdu vers Istanbul seront assurés les lundis, jeudis et samedis. La nouvelle ligne offrira une liaison directe entre Chengdu, la Türkiye et le vaste réseau mondial de Turkish Airlines. Les vols à destination de l'aéroport international de Chengdu Tianfu seront opérés avec des appareils Boeing 787-9 Dreamliner.

R E.

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	110	118	101	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	173	190	155	الطماطم	
	Oignon sec	110	118	101	البصل الجاف	
	Ail sec	882	964	799	الثوم الجاف	
	Carotte	116	126	106	الجزر	
	Navet	117	128	106	اللفت	
	Poivron	145	159	131	الفلفل الاخضر	
	Piment	154	169	138	الفلفل الحار	
	Courgette	120	131	108	الكوسة	
	Haricot vert	199	218	179	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	121	133	109	الخس	
Fruits frais	Orange	241	278	204	البرتقال	فواكه طازجة
	Clémentine	231	264	198	كليمونتين	
	Citron	200	223	176	الليمون	
	Pomme locale	431	531	330	التفاح المحلي	
	Datte	455	569	341	التمر	
	Grenade	175	205	144	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2221	2343	2098	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	440	452	427	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	0,50	4,01	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	NC	0,00	0,39	1,53	118,57	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	0,01	7,56	7,64	14940	20 916 000,00
BIOPHARM	BIO	2 402,00	2402,00	0,00	1,49	-3,34	6,47	7,08	2658	6 384 516,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 994,00	1994,00	0,00	-0,13	-7,63	8,27	8,78	3189	6 358 866,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-1,05	-4,16	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	4,67	1,24	7,78	0	0,00

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Un levier stratégique pour diversifier l'économie nationale

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) occupe une place importante dans l'économie nationale, tant par sa contribution à la création de richesses que par son rôle dans l'investissement, l'emploi et le développement des infrastructures. Toutefois, pour préserver cette dynamique et en faire un véritable moteur de diversification économique, le secteur est appelé à engager une transformation structurelle, fondée sur l'amélioration de la productivité, le développement de l'industrie locale et l'intégration des exigences du développement durable.

Par Zahir R.

C'est ce qui ressort de l'étude statistique et analytique consacrée à l'évolution du BTP en Algérie durant la période 2015-2025, réalisée par le Pr Mourad Kouachi, expert en économie et enseignant universitaire. En effet, les indicateurs présentés dans cette étude mettent en évidence le poids économique du secteur et son potentiel de développement. La valeur ajoutée du BTP a enregistré une croissance de 3,4 % en 2023, avant de progresser à 3,8 % en 2024. Au premier trimestre 2025, elle a poursuivi sa tendance positive, avec une croissance de 3,1 %, contre 3,3 % durant la même période de l'année précédente. Cette évolution confirme la résilience de l'activité, malgré les contraintes économiques et financières. Toutefois, l'étude souligne la nécessité d'améliorer les performances du secteur pour répondre aux besoins croissants en matière de logements, d'infrastructures et d'aménagement du territoire. Autre indicateur révélateur de son importance : les dépenses liées à la construction ont atteint 4 766,88 milliards de dinars à fin 2024, soit l'équivalent de 13,3 % du produit intérieur brut (PIB). Dans cette enveloppe, l'investissement consacré au logement représente 51,1 % des dépenses publiques liées à la construction, tandis que les travaux publics en absorbent 12,4 %. Cette forte mobilisation des ressources publiques traduit en effet le rôle central de l'État dans le développement du secteur. Elle met toutefois en évidence l'une de ses principales fragilités, à savoir sa dépendance à la commande publique. Pour le Pr Mourad Kouachi, l'enjeu consiste désormais à dépasser un modèle de croissance essentiellement fondé sur l'augmentation du volume des investissements et des réalisations, pour s'orienter vers une logique de performance, de productivité et de création de valeur ajoutée.

Un potentiel industriel et exportateur à consolider

Sur le plan de l'emploi, le secteur demeure également un important pourvoyeur de postes de travail. Selon les données reprises dans l'étude, le BTP a employé près de 1,683 million de personnes en 2024, représentant 14 % de l'emploi total, contre environ 16,8 % en 2015. Cette évolution traduit une diminution de son poids relatif dans le marché du travail, même si le BTP conserve une place importante dans la création d'emplois directs et indirects, notamment à travers les entreprises de réalisation, les cimenteries, les industries du fer, de la céramique, du verre et les activités de transport et d'ingénierie.
L'étude a également mis en évidence le potentiel des matériaux de construction dans la diversification des exportations hors hydrocarbures. En 2023, les exportations de ces produits ont atteint environ 1,3 milliard de dollars, dont près de 747 millions de dollars pour le ciment. En 2024, les exportations de clinker se sont établies à environ 438,48 millions de dollars, tandis que celles du ciment fini ont avoisiné 750 millions de dollars. Le total des exportations de matériaux de construction a ainsi dépassé le milliard de dollars. « Cette dynamique constitue une opportunité pour renforcer la présence des produits algériens sur les marchés extérieurs. Toutefois, la consolidation de cette position passe par une évolution de la structure des exportations, encore concentrées sur des produits à valeur ajoutée moyenne ou relativement faible, notamment le ciment et le clinker », a indiqué le Pr Mourad Kouachi, tout en préconisant de développer la fabrication de produits finis à plus forte valeur ajoutée, à l'image du béton prêt à l'emploi, des panneaux de construction, des matériaux d'isolation thermique et des produits céramiques de haute qualité.
Le renforcement des capacités industrielles nationales permettrait, dans cette optique, de réduire la dépendance aux importations de certains intrants et équipements et de développer des chaînes de valeur locales plus intégrées, a-t-il ajouté.

Des insuffisances à lever

Par ailleurs, le Pr Mourad Kouachi a relevé plusieurs contraintes qui freinent l'efficacité du secteur. Il s'agit notamment des retards de paiement des entreprises de réalisation, de la hausse des coûts des chantiers, de la fluctuation des prix des matériaux, des difficultés d'accès au financement bancaire pour les PME et du manque de coordination entre les établissements publics, les entreprises et les bureaux d'études.
À cela s'ajoutent les retards dans la livraison de certains projets publics, la faiblesse de la productivité sur certains chantiers et le recours encore limité aux technologies modernes de construction. Pour remédier à ces insuffisances, l'étude recommande l'élaboration d'une stratégie nationale pour la construction durable à l'horizon 2030, accompagnée d'une simplification des procédures administratives et de la création d'une plateforme numérique nationale permettant de suivre l'avancement des projets publics. La généralisation de la modélisation des informations du bâtiment (BIM) figure également parmi les principales orientations proposées. Cet outil permettrait d'améliorer la planification, la coordination entre les différents intervenants, la maîtrise des coûts et le suivi de la qualité des réalisations. L'utilisation des drones, du relevé tridimensionnel et de l'intelligence artificielle est aussi préconisée pour renforcer le contrôle des chantiers, anticiper les risques et optimiser la gestion des projets. Sur le volet financier, l'expert a plaidé pour une diversification des sources de financement, notamment à travers le renforcement des partenariats public-privé dans les grands projets. Il a ainsi recommandé la création de fonds de garantie et de mécanismes de financement adaptés aux petites et moyennes entreprises de réalisation, ainsi que la simplification des procédures bancaires et la réduction de leur coût.
La transition environnementale constitue un autre axe majeur de l'étude. Le secteur de la construction reste confronté à une forte consommation d'énergie et d'eau, aux émissions de carbone liées notamment à la production de ciment et de béton, ainsi qu'à l'accumulation des déchets issus des activités de construction et de démolition.
Face à ces défis, le Pr Mourad Kouachi a préconisé l'adoption de normes nationales de construction écologique, la généralisation de l'isolation thermique et le recours accru aux énergies renouvelables, notamment solaires, dans les bâtiments publics et résidentiels. Il recommande également la création de centres spécialisés dans le recyclage des déchets de construction et de démolition, ainsi que le développement de matériaux à faible empreinte carbone.

FINANCEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Organisation d'une journée d'information à Oran

Les travaux d'une journée d'information sur les mécanismes de financement des projets d'investissement par le Groupe de la Banque mondiale, organisée par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), se sont ouverts hier à Oran, avec la participation de responsables et d'experts du Groupe de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI), ainsi que d'opérateurs économiques et de représentants d'entreprises nationales. Cette rencontre vise à faire connaître les différents mécanismes de financement offerts par les institutions financières internationales au profit des projets d'investissement, à passer en revue les opportunités de coopération et de partenariat avec le secteur privé, et à clarifier les conditions d'accès à l'accompagnement financier et technique assuré par ces instances. Dans une allocution d'ouverture, le délégué régional Ouest du Conseil du renouveau économique algérien, Mohamed Amine Tazi, a souligné l'importance de ce rendez-vous pour rapprocher les entreprises algériennes des institutions financières internationales et ouvrir un espace de dialogue direct autour des opportunités de financement disponibles.
Le même intervenant a indiqué que l'organisation de cette journée d'information tend essentiellement à rapprocher les visions et à échanger les expertises et les expériences.
Pour sa part, Ary Naïm, directeur de division pour l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique à la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, a présenté un exposé sur les différentes formules de coopération offertes au secteur privé, notamment en matière de financement des projets d'investissement structurants à forte valeur ajoutée, et d'accompagnement technique des entreprises souhaitant développer leurs activités et étendre leurs investissements.

R E.

ALGÉRIE-BOSNIE-HERZÉGOVINE

Des perspectives de partenariat dans les hydrocarbures

Synthèse S. R.

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, le directeur général de la société bosnienne Energoinvest, Mirza Ustamuvić, avec lequel il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le secteur des hydrocarbures, notamment en matière d'approvisionnement en gaz et de développement de partenariats industriels.
Cette rencontre, tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence de cadres des deux parties, dans le cadre de la visite effectuée par le responsable bosnien en Algérie du 16 au 19 novembre, à l'occasion de la participation de son entreprise au Salon international « Electricity Algeria Expo 2026 ». Les discussions ont porté sur les possibilités de développer les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, ainsi que sur les perspectives de partenariat entre le groupe Sonatrach et Energoinvest, notamment dans les activités liées à l'industrie pétrolière et gazière, à la commercialisation des hydrocarbures et aux industries de transformation connexes.
Dans ce cadre, les deux parties ont examiné les opportunités de renforcement des échanges commerciaux, particulièrement les possibilités d'approvisionnement du marché bosnien en gaz naturel liquéfié (GNL) et en gaz de pétrole liquéfié (GPL). Ces perspectives de coopération pourraient contribuer à élargir les relations économiques et commerciales entre les deux pays et à ouvrir de nouveaux débouchés aux entreprises concernées.
Les entretiens ont également porté sur le développement de partenariats dans les domaines industriels et techniques liés aux hydrocarbures. Les discussions ont notamment concerné l'ingénierie industrielle, la fabrication d'équipements et d'installations pétrolières et gazières, ainsi que la production de matériels et de pièces de rechange destinés au transport des hydrocarbures et au contrôle des réseaux de transport.
À cette occasion, Mohamed Arkab a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à approfondir ses relations de partenariat avec la Bosnie-Herzégovine et à renforcer la coopération avec ses entreprises, en particulier dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière et de la commercialisation des hydrocarbures. Il a, à ce titre, insisté sur l'importance de promouvoir des projets communs reposant sur le transfert de technologies, le développement du contenu local et le renforcement des capacités industrielles nationales, tout en explorant les possibilités de coopération dans des projets à l'échelle africaine. De son côté, le directeur général d'Energoinvest a exprimé l'intérêt de son entreprise pour le renforcement des relations avec Sonatrach et ses filiales, ainsi que pour l'élargissement des domaines de coopération.

EL-MENIAA

Plus de 75 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité depuis début 2026

Pas moins de 76 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la wilaya d'El-Meniaa, depuis le début de 2026, a indiqué dimanche un communiqué de la direction locale de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution).
Cette opération, qui a nécessité une enveloppe globale de 447 millions de DA, a permis la réalisation de 122 km de lignes de moyennes tension (MT), ainsi que l'installation de 76 transformateurs électriques, a précisé la même source.
Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à accompagner la dynamique de développement de l'activité agricole dans la wilaya et à répondre aux besoins des investisseurs.
En application des orientations des pouvoirs public, l'entreprise réaffirme son engagement à poursuivie ses efforts en vue d'étendre la couverture du réseau d'électrification agricole, contribuant ainsi au développement durable et au renforcement de la sécurité alimentaire, selon le communiqué.

AFLOU

Plus de 13.500 ha concernés par la campagne labours-semailles 2026/2027

Le coup d'envoi de la campagne labours-semailles pour la saison agricole 2026/2027, portant sur une superficie de plus de 13.500 hectares (ha) de terres irriguées et de terres en jachère, dans la wilaya d'Aflou, a été donné dimanche par les autorités locales.
Intervenant à cette occasion, le wali d'Aflou, Riadh Benahmed, a indiqué que la wilaya dispose d'importantes potentialités agricoles, dans les filières de la céréaliculture et du maraîchage, avec une production axée notamment sur le blé, la pomme de terre et l'oignon, soulignant la nécessité de développer ces filières à travers l'accompagnement des agriculteurs et la mise à leur disposition des intrants agricoles nécessaires.
Le même responsable a également appelé les investisseurs à intensifier l'exploitation des terres en jachère et à promouvoir l'activité agricole, afin d'accroître la production et de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire nationale.
M. Benahmed a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts de l'ensemble des acteurs concernés en vue de garantir le succès de la saison agricole.
De son côté, le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Laghouat, Mohamed Saïdi, a affirmé que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour mener cette campagne dans les meilleurs conditions.
Il a, à ce titre, invité les agriculteurs à se rapprocher des points relevant de la CCLS afin de s'approvisionner en semences et de satisfaire leurs besoins pour la campagne.

APS

NÂAMA

Réception prochaine du projet d'aménagement et d'extension de la zone d'activités

Le projet d'aménagement et d'extension de la zone d'activités de la commune de Mekmen Benamar, dans la wilaya de Nâama, devrait être réceptionné prochainement, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la daïra.

Ce projet, dont les travaux ont atteint la phase finale, est situé à proximité de la route nationale RN22, et s'étend sur une superficie totale de 120 hectares. Il prévoit l'aménagement de 122 lots de terrain, dont la superficie varie entre 120 et 300 mètres carrés chacun.
Les travaux comprennent également le raccordement aux différents réseaux, la réalisation des trottoirs, le revêtement des routes, l'extension du réseau d'éclairage public, ainsi que l'aménagement d'un système d'évacuation des eaux pluviales, a précisé le chef de daïra, Mohamed Essadek.
L'entrée en exploitation de cette assiette foncière industrielle et son attribution aux investisseurs sont prévues après la publication de l'offre sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a-t-on fait savoir de même source.
Cette opération permettra aux investisseurs de lancer la réalisation de leurs projets, contribuant ainsi à la création de postes d'emploi et à la dynamisation l'économie locale.
Par ailleurs, la commune a bénéficié de l'achèvement de plusieurs projets de développement, notamment la réalisation d'un nouveau bureau de poste, dont la mise en service est prévue prochainement, ainsi que le renforcement de la polyclinique par l'acquisition d'un appareil numérique de radiographie aux rayons X.
D'autres projets sont également en cours de réalisation à un rythme avancé. Ils concernent, notamment, la réhabilitation du stade communal, le revêtement en béton bitumineux des routes au niveau du lotissement des 100 logements ruraux groupés, l'extension du réseau d'assainissement au niveau du lotissement des 200 logements ruraux, l'aménagement du cimetière communal, ainsi que la réalisation d'une piste pastorale et son raccordement à un point d'abreuvement destiné au cheptel.
Selon la même source, ces projets font l'objet d'un suivi permanent de la part des autorités locales, afin d'accélérer leur réalisation et de garantir leur livraison dans les délais contractuels impartis.
Ils visent essentiellement à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer les infrastructures et les équipements publics de la commune.

APS

BOUIRA

Des projets de développement au profit des communes de Taghzout et Haizer

D'importants projets de développement relevant des secteurs des travaux publics et de l'éducation nationale, ainsi que d'autres opérations d'aménagement urbain, ont été lancés dimanche dans les communes de Taghzout et de Haizer dans l'est de la wilaya de Bouira.
Au cours d'une visite de travail effectuée dans la commune de Taghzout, à environ 10 km à l'est du chef-lieu de la wilaya, la wali, Houria Aggoune, a donné le coup d'envoi des travaux de réhabilitation de la route reliant les localités de Merkala et Ighil Oumenchar sur une distance de 6 km.
Selon la fiche technique du projet présentée sur place, une enveloppe financière de l'ordre de 65 millions de dinars a été allouée à ces travaux qui doivent être réalisés dans un délai de cinq (5) mois.
Cette route revêt de l'importance car elle relie cinq (5) villages, à savoir, Ath El-Kadi, Thala Boughlal, Ighil Oumenchar, Maâdhi et Merkala, a expliqué à l'APS M.
Yacine Larari, chef de Daïra de Haizer, dont dépend la commune de Taghzout.
Un autre projet a également été lancé lors de cette visite à Taghzout.
Il s'agit de la réhabilitation de la route reliant les localités de Maâdhi et Ouagued, endommagée par un glissement de terrain.
Un montant de 11,5 millions de dinars a été consacré à ces travaux, et la route devrait être rouverte à la circulation dans un délai de 60 jours, a indiqué M. Larari en marge de cette visite.
Par ailleurs, le chef-lieu de la Daïra de Haizer a bénéficié de deux (2) importants projets d'aménagement urbain dont les travaux devraient être lancés dans quelques jours. Ils permettront de réaliser une nouvelle route pour relier l'intersection de la ville à la polyclinique, ainsi que de réhabiliter les boulevards et les routes secondaires de la ville, pour une enveloppe financière de près de 50 millions de dinars.
Le secteur de l'éducation de la commune de Taghzout a bénéficié d'un projet de réalisation d'une cantine scolaire au profit des élèves de l'école primaire Messoussi-Amar, pour un montant de 17 millions de dinars, a indiqué M. Larari. Cette nouvelle cantine scolaire a été inaugurée dans la matinée par la wali Houria Aggoune.

APS

TIARET

Dix créateurs de contenu en tournée promotionnelle pour faire découvrir les atouts touristiques de la wilaya

Dix créateurs de contenu issus de plusieurs wilayas prennent part à une tournée promotionnelle visant à faire découvrir les sites touristiques de la wilaya de Tiaret. Cette initiative a été lancée, dimanche soir, par la direction du Tourisme, de l'Artisanat et des métiers, a-t-on appris auprès de son directeur, Zouaoui Touab.
M. Touab a précisé, à cette occasion, que cette manifestation, qui s'étale sur trois jours, est organisée en coordination avec l'agence de tourisme et de voyages "Tihert". Elle vise à promouvoir les potentialités touristiques et archéologiques de la wilaya à travers le regard de jeunes créateurs de contenu venus d'autres régions du pays. L'objectif est de faire connaître les richesses touristiques de Tiaret, ainsi que la qualité des services qui y sont proposés auprès de leurs communautés d'abonnés.
Il a ajouté que le programme de cette tournée prévoit la visite de 17 sites touristiques à caractère historique, naturel, religieux, culturel et artisanal. Cette initiative permettra aux invités de découvrir les principaux monuments inscrits dans les circuits touristiques agréés, notamment la grotte d'Ibn Khaldoun, les monuments funéraires de "Djedar", les cascades de Sidi Ouadah, le centre d'élevage équin de Chaouchaoua, la vieille mosquée, la bibliothèque "Jacques Berque", ainsi qu'un atelier de fabrication de selles, entre autres sites.
De son côté, le chef de daïra de Tiaret a souligné, dans une allocution prononcée à l'occasion du lancement de cette manifestation, que cette initiative touristique contribuera aux efforts visant à faire de la wilaya de Tiaret une destination touristique de rayonnement national et international. Elle s'inscrit également dans la dynamique de valorisation du secteur du tourisme en tant que levier du développement économique et du savoir.
Il a également mis en avant la richesse historique et la diversité des sites touristiques de la wilaya, ainsi que l'existence d'un réseau appréciable de services et d'infrastructures d'accompagnement, notamment dans les domaines de l'hébergement, de la restauration et du transport vers les sites touristiques.
Il a, par ailleurs, relevé la facilité d'accès à ces sites grâce au réseau routier, la mise en service prochaine du transport ferroviaire, ainsi que la présence de l'aéroport international "Abdelhafid Boussouf".
A noter que les dix créateurs de contenu participant à cette tournée sont originaires des wilayas de Tlemcen, M'Sila, Aïn Temouchent, Alger, Biskra, Annaba, Constantine, Nâama, Bouira et Tissemsilt.

APS

LE POUVOIR D'ACHAT

Le problème, pas la solution

Le monde souffre, il souffre de son propre fait, qui dépassé le dépasse. Il se croyait au-dessus du cours des choses, le voilà en cours d'être submergé. L'humanité n'est pas préparée à ce qui l'attend — un monde d'instabilité, de contraintes matérielles plus fortes et de décroissance de son pouvoir d'achat.

3e partie

Par DERGUINI Arezki (*)



Troisièmement, une dimension politique : la capacité de décider collectivement suppose une certaine indépendance à l'égard des contraintes qui peuvent rendre les décisions purement formelles. Quatrièmement, une dimension éthique : commander ne signifie pas seulement disposer du travail des autres ; cela implique de répondre de la manière dont ce travail est organisé, rémunéré et orienté.

Mais il faut ajouter une exigence décisive, qui découle de la distinction entre le pouvoir de commander et ses modalités. Dans la société moderne, le pouvoir d'acheter doit pouvoir se transformer en pouvoir de commander à la société. Entendons-nous : il ne suffit pas que les individus puissent acheter des biens ; il faut que leur capacité d'achat se convertisse en capacité d'orienter, d'organiser et de décider les conditions collectives de leur existence. Le pouvoir d'acheter doit devenir un pouvoir sur la société — sur ses orientations productives, ses infrastructures, ses institutions, son avenir — et pas seulement un pouvoir sur les rayons d'un magasin. Et cela, il ne peut l'obtenir sans l'assentiment des autres modalités du pouvoir de commander. Lorsque cette conversion est possible, le marché peut être un instrument de coordination au service d'une société souveraine. Lorsqu'elle ne l'est plus, le pouvoir d'acheter se réduit à une capacité de consommation privée, et le pouvoir de commander échappe à ceux qui le financent.

C'est ici que se pose la question des autres autorités. Si le pouvoir d'acheter cesse d'être un pouvoir de commander à la société, d'autres autorités doivent se substituer au pouvoir de l'argent. Non pas pour restaurer une forme archaïque de sujétion, mais pour assumer la fonction que l'argent ne remplit plus : organiser la production, orienter l'investissement, préserver les capacités, garantir la continuité de l'existence collective. Ces autorités peuvent être l'État, les institutions publiques, les collectivités, les entreprises organisées, les professions, les communautés de métier, les instances de régulation. Leur légitimité ne peut être purement monétaire ; elle doit être politique, technique et morale. Faute de quoi, c'est la domination la plus brutale qui s'installe : celle de ceux qui détiennent les moyens matériels sans avoir à répondre devant personne.

Cette dernière dimension nous conduit vers Taha Abderrahmane. Car une économie qui ne considère les autres êtres humains que comme des ressources mobilisables risque de reproduire, sous une autre forme, les mécanismes de domination qu'elle prétend dépasser. Le pouvoir de commander ne peut devenir un principe de civilisation que s'il est limité et orienté par la responsabilité. Il faut donc poser une question supplémentaire : au nom de quoi et en vertu de quelle responsabilité une personne ou une société peut-elle mobiliser le travail d'autrui et les ressources du monde ?

Taha Abderrahmane

Face à cette impasse, la pensée de Taha Abderrahmane offre une ressource philosophique dont la portée économique est considérable. Le « fiduciarisme » — terme forgé par l'auteur à partir du latin fiducia, la confiance — désigne le paradigme de la responsabilité et du dépôt, par opposition à la tendance sécularisme dominante. Ce paradigme repose sur trois principes : la nature spirituelle, le principe de confiance et le développement spirituel. Il ne s'agit pas d'une nostalgie religieuse, mais d'une refondation du rapport au monde : les choses ne sont pas d'abord des marchandises à acheter, mais des biens confiés, dont l'usage engage une responsabilité. Le terme renvoie à la notion d'amāna, c'est-à-dire le dépôt, la confiance et la responsabilité confiée.

Dans cette perspective, l'homme ne doit pas être considéré comme un être dont la liberté se réduirait à l'exercice de droits ou à la satisfaction de préférences individuelles. Il est un être responsable, qui reçoit et porte une charge morale. Son rapport au monde n'est donc pas celui d'un propriétaire absolu qui pourrait disposer sans limites de tout ce qui existe. Il est celui d'un dépositaire qui doit répondre de l'usage qu'il fait de ce qui lui est confié. La modernité économique a largement développé une représentation instrumentale du monde : les ressources naturelles sont considérées comme des facteurs de production ; le travail comme un coût ou un moyen de production ; le temps comme une variable d'efficacité ; et les relations humaines comme des échanges dont l'intérêt peut être calculé. Ces catégories ont leur utilité ; elles ont permis de développer des instruments de mesure, d'organisation et de gestion indispensables aux sociétés complexes. Mais elles deviennent problématiques lorsqu'elles prétendent épuiser la totalité de la réalité.

Le monde n'est pas seulement un ensemble de ressources disponibles. Il est également un ensemble de relations, d'équilibres et de responsabilités. Le travail n'est pas seulement une dépense d'énergie ou une marchandise ; il est une activité humaine qui engage la dignité de celui qui l'accomplit. La connaissance n'est pas seulement un instrument de domination sur la nature ; elle implique une responsabilité à l'égard des conséquences de son utilisation. La richesse n'est pas seulement une capacité de consommation ; elle est aussi une charge, puisqu'elle donne à celui qui la possède un pouvoir sur les conditions d'existence d'autrui. Le fiduciarisme permet ainsi d'introduire une distinction entre la possession et la responsabilité. Posséder quelque chose ne signifie pas nécessairement être légitime à en disposer sans limites. Disposer d'un pouvoir ne signifie pas être autorisé à l'exercer sans rendre compte de ses conséquences. Recevoir une richesse ne signifie pas être libéré de toute obligation envers les personnes et les conditions qui ont rendu cette richesse possible.

Le fiduciarisme renverse la logique qui a conduit à l'identification du pouvoir de commander au pouvoir d'acheter. Dans le paradigme fiduciaire, la valeur ne se mesure pas à la quantité de travail qu'un bien permet de commander, mais à la fidélité de la relation de dépôt qui lie les personnes entre elles et au monde. La confiance n'est pas un supplément d'âme de l'échange ; elle en est la condition. Sans confiance, l'échange n'est qu'un rapport de force ; le pouvoir n'est qu'une contrainte ; et le pouvoir d'acheter n'est qu'une capacité de nuire ou de dominer. Le fiduciarisme rappelle que toute richesse est reçue, et que celui qui la détient n'en est jamais le propriétaire absolu, mais le dépositaire.

Cette perspective permet de reformuler la critique de la valeur travail commandé. Ce que Smith mettait en lumière — le fait que la valeur d'un bien est liée à la peine et à la liberté de celui qui le produit et l'utilise — le fiduciarisme le radicalise : la peine du travailleur n'est pas seulement une quantité à mesurer ; c'est une vie confiée, un temps déposé dans les choses. Commander ce travail, ce n'est pas seulement acheter une force de travail ; c'est assumer une responsabilité à l'égard de la vie qui s'y est engagée. Dès lors, le pouvoir d'acheter ne peut légitimement commander que s'il est lui-même soumis à une exigence fiduciaire : celle de rendre ce qui a été reçu, de préserver ce qui a été confié, de ne pas traiter autrui comme un simple moyen.

Mais le fiduciarisme apporte davantage : il permet de penser les autres modalités du pouvoir de commander. L'autorité politique, l'institution, la compétence, la responsabilité professionnelle, la transmission entre générations sont autant de formes de pouvoir qui ne se réduisent pas au pouvoir d'acheter. Le fiduciarisme les réinscrit dans une logique de dépôt : celui qui commande ne possède pas ce qu'il commande ; il en répond. C'est pourquoi il peut servir de fondement à une société où le pouvoir d'acheter, cessant d'être la modalité exclusive du pouvoir de commander, est subordonné à des autorités qui répondent de ce qui leur est confié.

Sortir du démocratisme

Ce que j'ai appelé démocratisme, en tant qu'il projette le passé dans l'avenir, est incapable de penser cette exigence. Il repose sur une anthropologie de l'acheteur souverain, dont les préférences sont la seule mesure du bien.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

FORUM D'INVESTISSEMENT «FOZDEAL»

La Chambre du Qatar accueillera, en décembre prochain, la deuxième édition

La Chambre du Qatar et le Forum « Fozdeal » ont annoncé l'organisation de la deuxième édition du Forum d'investissement Fozdeal, le 7 décembre prochain, dans le cadre de leur partenariat stratégique visant à soutenir l'entrepreneuriat et à promouvoir les opportunités d'investissement.
Cette initiative a pour objectif de mettre en place une plateforme réunissant les entrepreneurs et les porteurs de projets avec des investisseurs du Qatar et de l'étranger.
Dans ce contexte, M. Ali Saeed Bu Sherbak Al Mansori, directeur général par intérim de la Chambre du Qatar, a souligné la volonté de l'institution de coopérer avec les organismes du secteur privé pour lancer des initiatives qualitatives en faveur des entrepreneurs et des porteurs de projets, contribuant ainsi au développement de l'environnement des affaires dans le pays.
Dans un communiqué, M. Al-Mansouri a indiqué que le Forum Fozdeal constituait une plateforme importante permettant de mettre en relation les porteurs d'idées et de projets prometteurs avec les investisseurs, tout en leur offrant l'occasion de présenter leurs projets et d'examiner les possibilités de financement et de partenariat, afin de transformer les idées entrepreneuriales en projets économiques réussis et durables.
Il a précisé que le soutien apporté par la Chambre à ces initiatives s'inscrivait dans le droit fil des objectifs de la Vision nationale du Qatar 2030 et de la troisième Stratégie nationale de développement, notamment en ce qui concerne le renforcement du rôle du secteur privé, la diversification de l'économie nationale ainsi que la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat.
De son côté, M. Abdulaziz Al-Ishaq, président du comité d'organisation, a déclaré que la deuxième édition du Forum Fozdeal constituait une nouvelle étape dans le développement de cet événement et l'élargissement de sa participation, grâce à l'attraction de projets et d'opportunités d'investissement aux niveaux local et international, ainsi qu'au renforcement des échanges directs entre les entrepreneurs, les investisseurs et les entreprises souhaitant développer leurs activités et nouer de nouveaux partenariats.
Il a également indiqué que le forum comprendrait une session consacrée aux projets opérant dans le domaine de l'intelligence artificielle, afin de présenter leurs innovations et solutions technologiques aux investisseurs. Il a ajouté que les inscriptions étaient ouvertes sur le site de la plateforme Fozdeal : www.fozdeal.com, aux projets, entreprises et entrepreneurs du Qatar et de l'étranger.
Il a invité les porteurs de projets à la recherche d'investisseurs ou de partenaires stratégiques, ainsi que les entreprises souhaitant présenter leurs opportunités d'investissement, à s'inscrire et à tirer parti de cette plateforme.
Cette deuxième édition s'inscrit dans le prolongement de la première, organisée dans le cadre du

SELON LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

L'Egypte a fourni plus de 60 % des engrais importés par l'Europe pendant la guerre américano-iranienne

Selon le ministre de l'Industrie, Khaled Hashem, le prix d'exportation de la tonne d'engrais est passé d'environ 400 à 450 dollars à près de 900 dollars depuis mars, générant des revenus substantiels pour le pays.

L'Egypte a fourni plus de 60 % des engrais entrant sur les marchés européens lors de la dernière saison agricole, grâce au maintien de l'approvisionnement en gaz des usines locales après le déclenchement de la guerre américano-iranienne en mars, a annoncé samedi 14 novembre le ministre de l'Industrie, Khaled Hashem. « Alors que de nombreux pays ont coupé le gaz de leurs usines clés lors du conflit américano-iranien, l'Egypte a augmenté le prix plancher du gaz tout en maintenant l'alimentation des usines », a déclaré le ministre lors de son intervention sur la chaîne MBC Masr.
Selon lui, le prix d'exportation de la tonne d'engrais est ainsi passé d'environ 400-450 dollars à près de 900 dollars durant cette période, générant des revenus substantiels pour le pays.
Par ailleurs, le ministre a souligné que le gouvernement s'emploie à réduire les coûts de production en simplifiant l'obtention des licences et en facilitant l'accès au foncier industriel, ce qui allège les charges financières et le coût des crédits pour les investisseurs.
Pour stimuler la croissance, le ministère a annoncé le lancement inédit d'un « Fonds d'investissement industriel », en coopération avec le ministère de l'Investissement et des acteurs du secteur privé.
Ce dispositif vise à offrir des solutions alternatives de financement aux industriels et à orienter l'épargne vers les secteurs technologiques et productifs, s'éloignant ainsi des placements traditionnels dans l'immobilier ou l'or.

La relance des usines en difficulté

Abordant la question des usines en difficulté, dont les estimations oscillent entre 7 422 et 25 000 unités, Hashem a souligné que « la priorité absolue du gouvernement n'est pas de figer un chiffre, mais d'apporter des solutions concrètes pour relancer la production et préserver les emplois ».
À ce titre, la création d'une « Unité de soutien au fabricant » permet désormais d'enregistrer les établissements en difficulté afin de constituer un dossier complet et de leur appliquer un parcours de redressement adapté.
Les exportations égyptiennes d'engrais ont atteint 2,53 milliards de dollars entre janvier et septembre 2026, contre 2,22 milliards durant la même période de 2025, soit une hausse de 14,2 %, selon les données du Conseil exportateur des industries chimiques et des engrais.
Dans leur ensemble, les exportations des industries chimiques et des engrais ont progressé de 33,6 % sur les neuf premiers mois de l'année, pour atteindre 9,54 milliards de dollars, contre 7,14 milliards un an auparavant.

CROISSANCE EN TUNISIE

+1,9 % sur un an, mais l'économie recule de 0,1 % en trois mois

L'économie tunisienne affiche une croissance de 1,9 % au troisième trimestre 2026 par rapport à la même période de 2025. Pourtant, elle enregistre simultanément un recul de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre 2026. Deux chiffres publiés par l'Institut national de la statistique (INS), le 15 novembre, qui peuvent sembler contradictoires, mais qui mesurent en réalité deux évolutions différentes.
Derrière ces résultats se dessine une économie qui continue de produire davantage qu'un an auparavant, mais dont l'activité a légèrement diminué au cours des trois derniers mois. L'analyse détaillée révèle également une demande intérieure presque stagnante et une contribution importante du commerce extérieur à la croissance.
Le premier indicateur, appelé glissement annuel, compare le niveau de production de juillet à septembre 2026 avec celui des mêmes mois de 2025. Le résultat est positif : +1,9 %.
Le deuxième indicateur, appelé variation trimestrielle, compare juillet-septembre 2026 avec avril-juin 2026. Cette fois, le résultat est légèrement négatif : –0,1 %.
Autrement dit, l'économie tunisienne produit encore davantage qu'il y a un an, mais légèrement moins qu'au trimestre précédent.
Les deux données ne s'opposent donc pas : elles décrivent deux dimensions de la même situation.
Les chiffres sont calculés en volume, afin de mesurer l'activité économique indépendamment des variations de prix, et corrigés des variations saisonnières.
Les statistiques publiées successivement par l'INS permettent de constater une décélération de la croissance en glissement annuel : Premier trimestre 2026 : +2,6 %; Deuxième trimestre 2026 : +2,3 % et Troisième trimestre 2026 : +1,9 %.
Le rythme de croissance annuel a ainsi diminué de 0,7 point de pourcentage entre le premier et le troisième trimestre.
Cette évolution ne signifie pas que le PIB a diminué de 0,7 %. Elle montre que sa progression par rapport à l'année précédente est devenue moins rapide.
Les services constituent le principal moteur de la croissance au troisième trimestre 2026. Leur valeur ajoutée progresse de 2,8 % sur un an, avec une contribution de 1,75 point à la croissance globale de 1,9 %.

R I.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La Mauritanie lance sa stratégie 2026-2030, le défi des résultats commence

La Mauritanie a lancé, le 12 novembre 2026 à Nouakchott, sa stratégie nationale du commerce électronique pour 2026-2030. Destinée à soutenir les investissements et à renforcer la confiance dans les transactions numériques, cette feuille de route devra désormais se traduire par des objectifs mesurables.
Le gouvernement mauritanien veut faire du commerce électronique un moteur de croissance et de compétitivité.
Présentée par le ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, la stratégie couvre cinq années et repose sur quatre axes principaux et cinq objectifs stratégiques.
Selon l'Agence mauritanienne d'information (AMI), les priorités comprennent le renforcement de la gouvernance, la sécurisation des transactions, la numérisation des procédures commerciales et l'inclusion numérique.
La stratégie entend faciliter l'accès des entreprises aux marchés et encourager les investissements. Elle prévoit également une plateforme numérique de suivi développée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en collaboration avec le ministère. Cet instrument doit permettre de suivre les réformes et d'évaluer leur avancement. Mais une question demeure : comment mesurer concrètement la progression du commerce électronique ?
La communication officielle consultée ne fournit pas d'objectifs quantifiés concernant les paiements numériques, le nombre de commerçants connectés, la couverture des services de livraison ou l'adoption par les consommateurs.
Pour WMC, la crédibilité opérationnelle de cette stratégie dépendra notamment de cinq dimensions : le volume des paiements électroniques, la fiabilité des livraisons, l'accès à une identité numérique utilisable, la protection des consommateurs et l'efficacité du règlement des litiges.
Ces indicateurs permettraient d'apprécier les progrès réels, au-delà du nombre de plateformes créées ou des procédures numérisées.
La publication d'une situation de référence, de cibles annuelles et de responsabilités clairement identifiées constituerait une étape déterminante.
La Mauritanie dispose désormais d'un cadre stratégique annoncé. Son efficacité économique restera à apprécier à partir des mesures effectivement déployées et de résultats vérifiables.

R I.

AGROALIMENTAIRE

Après le sucre, Dangote envisage d'investir dans le cacao au Ghana

Le milliardaire nigérian discute avec les autorités d'un projet portant sur 500 000 tonnes de cacao, après avoir déjà manifesté son intérêt pour le développement d'une filière sucrière dans le pays.

Au Ghana, le groupe nigérian Dangote entend poursuivre son développement dans l'industrie agroalimentaire. Son PDG, le milliardaire Aliko Dangote, est en discussion avec les autorités pour la mise en œuvre d'un projet portant sur la transformation locale de 500 000 tonnes de cacao.
C'est ce qu'a révélé Cassiel Ato Forson, ministre ghanéen des Finances, lors d'une intervention dans l'émission PM Express de la chaîne locale JoyNews, le 12 novembre. Selon le responsable, l'industriel nigérian a personnellement pris contact avec lui et le président John Dramani Mahama pour proposer de faire du Ghana un pôle de transformation du cacao.
Ce n'est pas la première fois que le groupe nigérian manifeste son intérêt pour l'industrie agroalimentaire ghanéenne. En décembre 2023, Dangote Sugar Refinery avait engagé des démarches avec les autorités de la région de Bono East pour développer un complexe sucrier à Kwame-Danso. Le projet prévoit notamment un périmètre de culture de canne à sucre d'environ 25 000 hectares et une usine dotée d'une capacité de broyage de 12 000 tonnes par jour.
Dans son rapport annuel 2024, publié en avril 2025, l'entreprise indiquait avoir achevé l'étude de faisabilité et la conception initiale de l'usine. Le site avait été identifié et les autorisations nécessaires à l'irrigation du périmètre obtenues. Aucune mise en service de l'installation n'a cependant été confirmée à ce jour. Le projet cacaoyer actuellement en discussion constituerait ainsi une nouvelle perspective de diversification pour le groupe sur le marché ghanéen.

Un contexte favorable au développement de la transformation du cacao au Ghana

L'intérêt de Dangote intervient alors que les autorités ghanéennes cherchent à réduire les exportations de fèves brutes au profit de leur transformation locale. Dans le budget 2027 présenté le 12 novembre, le gouvernement a fixé un objectif de transformation d'au moins 50 % de la production nationale d'ici 2028, puis de 100 % à l'horizon 2030. Cette orientation vise à développer la production de pâte, de beurre et de poudre de cacao, mais également de chocolat, de cosmétiques et d'autres produits finis.
Cette ambition s'accompagne de mesures destinées à améliorer l'approvisionnement des industriels. Dès février 2026, le Cabinet avait décidé qu'au moins 50 % des fèves de la campagne 2026/2027 seraient transformées localement. Il avait également annoncé la relance de Cocoa Processing Company (CPC), l'entreprise publique spécialisée dans cette activité. La réforme du cadre institutionnel du Ghana Cocoa Board, consacrée par une loi signée en août 2026, s'inscrit dans la même volonté de renforcer la transformation nationale.
Le marché dispose toutefois déjà d'un tissu industriel constitué d'opérateurs internationaux et locaux, parmi lesquels Cargill, Barry Callebaut, Niche Cocoa et Cocoa Processing Company. Selon le département américain de l'Agriculture (USDA), le Ghana disposait, en décembre 2025, d'une capacité annuelle installée de broyage de 504 780 tonnes de fèves. Pourtant, les installations fonctionnaient à 50 % ou moins de leurs capacités, principalement en raison des difficultés d'approvisionnement en matière première. Le volume broyé était estimé à 220 000 tonnes durant la campagne 2024/2025.
Dans ce contexte, l'éventuelle arrivée de Dangote soulève aussi la question de l'accès aux fèves pour les nouveaux investisseurs et les industriels déjà implantés. Le volume de 500 000 tonnes évoqué par le ministre représente presque la totalité des capacités de broyage actuellement installées dans le pays. Sa concrétisation dépendra donc des modalités d'approvisionnement et de la capacité du Ghana à accroître durablement les volumes disponibles pour ses transformateurs.
Au-delà du marché ghanéen, cette proposition élargirait le périmètre agro-industriel de Dangote, déjà présent dans le sucre, le riz et la tomate au Nigeria. Le groupe ne répertorie toutefois pas d'activité de transformation du cacao dans son portefeuille officiel, alors que le Nigeria possède lui-même plusieurs industriels spécialisés dans cette filière. Le projet ghanéen pourrait ainsi marquer une nouvelle étape dans la diversification géographique et sectorielle des activités du conglomérat.

R I.

GAZ DOMESTIQUE

La production de Bipaga tombe à 200 tonnes en octobre 2026

La production de gaz de pétrole liquéfié (GPL) du site de Bipaga, dans la région du Sud, est tombée à seulement 200 tonnes en octobre 2026, selon des données communiquées à Investir au Cameroun. Sur les dix premiers mois de l'année, elle atteint 17 000 tonnes, contre 24 100 tonnes à la même période en 2025. Soit une baisse de 7 100 tonnes, correspondant à un recul de 29,5 % en glissement annuel.
Le décrochage est particulièrement marqué en octobre. À fin avril, Bipaga avait déjà produit 7 800 tonnes de GPL. Entre mai et septembre, le site a enregistré 9 000 tonnes supplémentaires, soit une moyenne mensuelle de 1 800 tonnes. Avec seulement 200 tonnes en octobre, sa production a donc chuté de près de 89 % par rapport à cette moyenne.
Cette évolution intervient alors que Bipaga est devenu la seule source locale de gaz domestique depuis l'arrêt des activités de raffinage de la Société nationale de raffinage (Sonara), à la suite de l'incendie de mai 2019. Le site avait encore livré 30 063 tonnes de GPL au marché camerounais en 2025, selon les chiffres publiés par la Société nationale des hydrocarbures (SNH).
Le recul de l'activité était déjà signalé par les autorités. Dans une communication publiée le 17 septembre 2026, la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) évoquait l'arrêt de la production de gaz à Bipaga, qui privait le marché national d'environ 2 000 tonnes de GPL par mois. L'entreprise citait cette interruption parmi les facteurs expliquant les tensions observées sur l'approvisionnement en gaz domestique.
Les données d'octobre confirment la faiblesse des volumes enregistrés à Bipaga, sans permettre de déterminer si les 200 tonnes correspondent à une reprise partielle de la production ou à des quantités issues des stocks. La date exacte de l'interruption, ses causes techniques et les conditions d'un éventuel redémarrage restent à préciser.

Le départ du Hilli Episeyo et le retour aux importations

La contraction de l'activité intervient après le départ du navire-usine Hilli Episeyo, qui assurait la liquéfaction du gaz naturel camerounais destiné à l'exportation depuis 2018. Selon son propriétaire, Golar LNG, la dernière cargaison a été chargée le 27 juillet 2026. Le navire a quitté les eaux camerounaises le 4 août, après huit années d'exploitation.
Le fonctionnement des installations doit toutefois être distingué. Le gaz naturel provenant notamment du champ Sanaga-Sud, exploité par Perenco, est traité à Bipaga, où sont séparés le GPL destiné au marché domestique, les condensats et le gaz sec. C'est ce dernier qui alimentait le Hilli Episeyo pour sa transformation en gaz naturel liquéfié (GNL). Le départ du navire ne suffit donc pas, à lui seul, à expliquer techniquement l'ensemble de la baisse de production de GPL.
Les installations de Bipaga disposent de deux sphères de stockage de 500 tonnes chacune, soit une capacité totale de 1 000 tonnes. Le centre de traitement de gaz naturel avait été agrandi en 2017, portant sa capacité de 1,69 million à 9,06 millions de mètres cubes par jour. Mais ces capacités industrielles ne garantissent pas les volumes de GPL effectivement produits, qui dépendent notamment des quantités et de la composition du gaz naturel traité.
Pour le marché camerounais, la disparition d'une partie de cette production locale renforce le recours aux approvisionnements extérieurs. En 2025, le Cameroun avait déjà importé 150 420 tonnes de butanes liquéfiés, selon les données douanières reprises dans le rapport économique du ministère de l'Économie.

Agence

PRIX DE LA BAUXITE

La Guinée veut faire de l'indice GBX une référence pour les contrats

Pendant longtemps, les producteurs d'aluminium se sont occupés eux-mêmes de l'extraction de la bauxite pour alimenter leurs propres raffineries. L'essor des achats chinois et l'arrivée de producteurs indépendants ont multiplié les ventes sur un marché où les prix restent encore confidentiels.
La Guinée pourrait lancer dès 2027 le Guinea Bauxite Index (GBX), un indice destiné à servir de référence pour sa bauxite sur le marché international.
Lors d'un point de presse au Simandou Mining Summit, le ministre des Mines, Bouna Sylla (photo, en bas), a expliqué le vendredi 13 novembre, vouloir rendre consultable le prix du minerai guinéen au départ du pays, après avoir déjà mis en place un prix de référence à des fins fiscales.
« Actuellement, le marché de la bauxite repose sur des contrats d'achat, parfois à long terme. Pour mettre en place cet indice, il faut rendre les prix publics et assurer une plus grande transparence en matière de prix de la bauxite », a-t-il indiqué.
Depuis 2022, le fisc guinéen s'appuie sur un indice de CM Group qui estime le prix de la bauxite guinéenne livrée en Chine. L'administration en déduit le coût du transport maritime et tient compte de la qualité du minerai pour vérifier les prix déclarés par les exportateurs. Ce calcul aide notamment à repérer les ventes sous-évaluées entre sociétés d'un même groupe, susceptibles de réduire les bénéfices imposables en Guinée.
Avec le GBX, Conakry veut que le prix publié serve aussi de base aux négociations commerciales. « C'est important pour l'État, parce que ça évite des prix qui ne reflètent pas la réalité du marché », précise le ministre.

Des références existent déjà

La Guinée n'arrive néanmoins pas sur un terrain vierge. L'agence de reporting des prix Fastmarkets publie depuis décembre 2025 une estimation hebdomadaire du prix de la bauxite au départ de Guinée. Platts en publie deux depuis janvier 2026, l'une au chargement à Kamsar et l'autre à la livraison en Chine. Quand les ventes au comptant sont trop rares, Platts peut estimer le prix au départ en retranchant le fret du prix rendu en Chine. Même sur cette route très fréquentée, il peut donc être difficile de recueillir suffisamment de prix directement auprès des vendeurs et des acheteurs.
Mais Conakry a pour lui le poids de ses exportations. Le pays a fourni près de 80 % des importations chinoises de bauxite sur les neuf premiers mois de 2026, d'après les données des douanes chinoises. Son minerai, généralement pauvre en silice réactive, convient aux raffineries chinoises qui le traitent à basse température. Conakry peut aussi s'appuyer sur les prix que les exportateurs déclarent déjà à l'État.
Pour que le GBX reflète le marché, Conakry devra en effet obtenir régulièrement les prix de ventes conclues entre plusieurs producteurs et acheteurs indépendants. Il faudra aussi tenir compte des écarts de qualité et de fret pour comparer les cargaisons. Le succès se mesurera ensuite à travers l'adoption de cet indice dans les négociations commerciales, entre raffineries chinoises fournisseurs de bauxite guinéenne, et la part des exportations guinéennes que ces contrats couvriront.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales doutent de l'IA, avant une semaine cruciale

Les marchés boursiers mondiaux évoluent en ordre dispersé lundi, en proie aux doutes sur l'IA avant une semaine ponctuée par l'entrée en Bourse historique d'Anthropic et les résultats trimestriels de Nvidia, dans la tourmente après la démission de son ex-patron.

La prudence dominait en Europe dans les premiers échanges, vers 7H20 GMT. Paris prenait 0,31% et Londres 0,14%. Francfort était à l'équilibre (+0,02%) et Milan perdait 0,46%.
En Asie, le secteur de la tech a dévissé, faisant nettement reculer les indices : Séoul a perdu 3,59%, Tokyo 2,42% et Taipei 6,03%.
Le géant sud-coréen des puces mémoire Samsung Electronics a perdu 4,47%, SK hynix 7,89%, à l'unisson des japonais Advantest (-11,12%), Tokyo Electron (-7,05%) et Kioxia (-7,69%). Le taïwanais TSMC a perdu 5,74%.
Les investisseurs évoluent dans "un contexte de nervosité persistante autour du secteur technologique et des valorisations liées à l'intelligence artificielle", a relevé John Plassard, analyste pour Cité Gestion Private Bank.
"Le secteur technologique concentre les inquiétudes à l'approche des résultats de Nvidia et de l'introduction en Bourse attendue d'Anthropic", ont expliqué les analystes d'Aurel BGC.
L'IA est le principal moteur des marchés d'actions mondiaux depuis plusieurs années, mais fait désormais face à des doutes croissants quant à la rentabilité future des investissements pour développer la technologie.
La pression s'est accentuée début novembre, avec la victoire des démocrates aux élections de mi-mandat aux États-Unis, qui a fait craindre une plus grande régulation de la construction de centres de données pour l'IA dans le pays.
Cette semaine, "les valeurs technologiques vont rester dans le viseur des marchés", a estimé Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote Bank.
Les investisseurs seront attentifs à la publication trimestrielle du géant des puces électroniques américain Nvidia, attendue mardi après la fermeture de Wall Street. Elle intervient dans la foulée de la démission jeudi dernier de Jensen Huang, ancien patron emblématique du groupe, qui a été accusé de plusieurs relations extra-conjugales, dont une avec une espionne chinoise présumée.
Autre rendez-vous majeur : l'introduction en Bourse jeudi d'Anthropic, concepteur de l'IA Claude, qui pourrait lever jusqu'à 64,4 milliards de dollars, avec un objectif de valorisation entre 1300 et 1400 milliards.
Longtemps annoncée comme un futur record, l'opération devrait finalement se classer deuxième, derrière celle de SpaceX en juin.

La Fed sous le radar

Les investisseurs scruteront également une prise de parole du patron de la Réserve fédérale américaine (Fed) Kevin Warsh, attendue à 10H00 GMT ce lundi, pour y déceler des indices sur la suite de la politique monétaire de l'institution.
La semaine dernière, la publication de deux indicateurs démontrant la vigueur de l'inflation dans la première économie mondiale a accru, selon les analystes, la probabilité d'une hausse de 0,25 point de base de ses taux directeurs en décembre.
L'un des banquiers centraux, Christopher Waller, a même surpris le marché mardi en envisageant la possibilité qu'il vote pour un relèvement des taux encore plus marqué, d'un demi-point de pourcentage.
Dans ce contexte, le billet vert a nettement grimpé la semaine dernière face à l'euro, à des niveaux inédits depuis avril 2025. Lundi, le dollar grappillait encore 0,10% face à la monnaie unique, à 1,1013 dollar pour un euro.

Pétrole hésitant

Les cours du pétrole restaient stables, tiraillés entre la situation d'un marché mondial de l'or noir suffisamment approvisionné et de nouveaux affrontements au Moyen-Orient. Les Gardiens de la Révolution iraniens ont affirmé dimanche que deux pétroliers avaient heurté des mines navales et que l'un d'eux avait coulé dans le détroit d'Ormuz. Vers 7H10 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, était à l'équilibre (+0,00%) à 95,84 dollars. Celui du WTI nord-américain grappillait 0,09% à 88,64 dollars.

R I./Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Novembre 2026
Valeur : 18 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136.7054	136.7204
1	EUR	EURO	151.0048	151.0350
1	GBP	POUND STERLING	180.8033	180.8471
100	JPY	JAPANESE YEN	85.4195	85.4503
1	CNY	CHINESE YUAN	20.4910	20.4944
1	CHF	SWISS FRANC	163.0746	163.1508
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.8663	95.8970
1	DKK	DANISH KRONE	20.2068	20.2121
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5998	13.6028
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2960	14.3050
1	AED	UAE DIRHAM	37.2220	37.2282
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.4247	36.4306
1	KWD	KUWAITI DINAR	442.8422	443.0343
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1265	45.5800
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.9005	13.9020
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.1477	21.2560
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4160	3.4266
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	184.4633	184.4633

BOURSE ZURICH

De l'entrain de bon matin

Le Bourse suisse a entamé la séance de lundi du bon pied, les investisseurs montrant un certain appétit, malgré les turbulences que vit la tech et les échéances à venir, cruciales pour ce secteur.
"La semaine démarre sur une note baissière, le secteur technologique étant sous pression ce lundi matin", a souligné Ipek Ozkardeskaya de Swissquote. À Séoul, l'indice phare Kospi a abandonné en clôture 3,6% et à Tokyo, le Nikkei a lâché 2,4%.
Les investisseurs se concentreront sur les résultats trimestriel de Nvidia, sans Jensen Huang, mardi puis sur l'introduction en Bourse d'Anthropic sous le ticker ANT jeudi. "Les estimations de valorisation sont passées d'environ 2000 milliards de dollars à moins de 1500 milliards de dollars dans le contexte des récentes turbulences liées à l'IA", fait remarquer l'experte, "mais l'intérêt est bien là, et c'est ce qui compte". Au chapitre macroéconomique, l'économie japonaise a connu un coup d'arrêt au troisième trimestre, avec un PIB identique au trimestre précédent. En Chine, la croissance des ventes au détail s'est affaiblie en octobre.
Vers 09h20, le baril de Brent gagnait 0,28% à 96,08 dollars et celui de WTI 0,47% à 88,95 dollars.
L'once d'or perdait 0,56% à 3859 dollars et celle d'argent 2,64% à 47,43 dollars. "Le rendement réel américain à dix ans a progressé à 2,9%", ce qui a "pénalisé l'or (-4% sur la semaine, à 3900 dollars l'once), en augmentant le coût d'opportunité de détention d'un actif qui ne verse aucun revenu", a expliqué dans un commentaire Arthur Jurus, chef des investissements de la gestion de fortune chez ODDO BHF (Switzerland).
En Suisse, l'évolution du produit intérieur brut (PIB) a atteint 0,2% au troisième trimestre, selon le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), soit dans la fourchette anticipée par les analystes interrogés par AWP.

R I.

LES GRANDS INDICES S'AFFICHENT DANS LE VERT

L'Europe en hausse prudente

Ce lundi matin, après 1h30 de cotations, les grands indices européens s'affichent dans le vert, mais tous restent globalement proches de leur point d'équilibre.
Cette prudence est principalement liée aux nombreuses échéances qui attendent les investisseurs au cours des prochains jours.
Au niveau des indices, le CAC 40 avance de 0,29%, à 8 394 points, alors qu'il vient d'enchaîner une cinquième séance consécutive de hausse, une série inédite depuis le début du mois d'août. Au cours du dernier exercice hebdomadaire, il a progressé de 2,82%, sa meilleure performance sur cinq jours depuis début avril, ce qui lui a permis d'aligner une troisième hausse hebdomadaire à la suite.
Les autres indices européens sont proches de l'équilibre, à l'image du DAX 40 à Francfort qui ne grappille que 0,01%, ou encore du FTSE 100 à Londres qui gagne 0,27%.
La séance du jour ne contient pas de rendez-vous particulièrement important, les investisseurs se contenteront de surveiller l'indice Empire State de la Fed de New York qui sera publié à 14h30.
Dans le reste de la semaine, quelques statistiques macro-économiques seront également à surveiller, mais il y aura surtout la publication trimestrielle de Nvidia programmée mardi soir après la clôture des places américaines. Elle sera particulièrement surveillée après la démission de son emblématique Jensen Huang la semaine dernière.
L'autre grand rendez-vous des prochains jours ce sera la très attendue introduction en Bourse d'Anthropic à New York jeudi. Il s'agit de l'une des plus grandes IPO de l'histoire pour la société créatrice de Claude. La valorisation pourrait atteindre 1 400 milliards de dollars.
Enfin, il faudra également surveiller jeudi une rencontre au sommet entre Donald Trump, Xi Jinping et Vladimir Poutine.
En attendant, sur le marché des devises, l'euro est quasi-stable face au billet vert (-0,02%) et se négocie contre 1,1020 dollar.
Et du côté des matières premières, le pétrole est en légère baisse. A New York, le WTI cède 0,12%, à 88,36 dollars et à Londres, le Brent recule de 0,25%, à 95,21 dollars.

Dans l'actualité des valeurs

Thales se distingue au sein du CAC 40 (+1,89%), le groupe pourrait être l'un des bénéficiaires de la panne qui a paralysé les décollages aux Etats-Unis vendredi 13 novembre. Le pays pourrait chercher à moderniser ses équipements. Hermès et Danone sont également bien entourés et progressent respectivement de 2,09 et 1,32%. A l'inverse, Legrand et Schneider Electric sont dans le rouge et perdent 1,10 et 0,45%.
Dans l'indice SBF 120, Vusion s'adjuge 6,27%, grâce à Oddo BHF qui a relevé son objectif de cours sur le titre de 190 à 215 euros, tout en maintenant sa recommandation à surperformance.
De son côté, Exosens grimpe de 3,34% après avoir remporté une commande importante de Theon International pour 25 000 tubes intensificateurs de lumière 4G+ haute performance, destinés à être intégrés aux produits de vision nocturne de Theon Sensors.
En repli, Carmila cède 3,16%, après avoir fait part d'un projet de rapprochement amical avec IGD, une foncière italienne qui détient 25 centres commerciaux d'une valeur de 1,9 milliard d'euros.

R I.

COMMERCE, SÉCURITÉ, ÉNERGIE...

Les puissances mondiales réunies au sommet de l'Asean, à Manille

Destiné à contrer l'influence de la Chine en Asie du Sud-Est, le 49e sommet de l'Asean débute ce dimanche 15 novembre à Manille. Lula et surtout Donald Trump sont invités.

Le 49e sommet de l'Association des nations d'Asie et du Sud-Est (Asean) a débuté ce dimanche 15 novembre à Manille, aux Philippines, où un groupement de onze États, des dirigeants des pays d'Asie du Sud-Est, se réunissent pour contrebalancer l'influence régionale de la Chine. Ils seront rejoints par Donald Trump, mardi, dont la visite devrait inclure une rencontre avec les dirigeants de l'Inde, du Japon et de l'Australie, les autres membres du Quad (le dialogue quadrilatéral pour la sécurité). La venue du président américain intervient avant une rencontre tripartite, jeudi 19 novembre, avec ses homologues russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping, à Shenzhen (Chine).
Le président brésilien récemment réélu Luiz Inacio Lula da Silva, dit Lula, est également attendu à Manille. Il a évoqué dimanche la « leçon extraordinaire » tirée par son pays de l'imposition de droits de douanes prohibitifs par Donald Trump.« Au lieu de pleurer et de mendier (...) nous avons cherché d'autres partenaires ».
Alors que le sommet vient tout juste de commencer, le Premier ministre australien Anthony Albanese a présidé dimanche à la signature d'un accord de défense renforcé avec les Philippines, dans un contexte de hausse de la présence militaire chinoise en Asie du Sud-Est. Mais une série de rencontres a commencé dès samedi avec l'annonce par le Premier ministre canadien, Mark Carney, de la conclusion des négociations en vue d'un vaste accord de libre-échange avec les Philippines. Les dirigeants de l'Asean ont également abordé des sujets tels que la pollution atmosphérique émanant des feux en Indonésie, ou des stratégies de partage de carburant pour faire face aux conséquences de la guerre en Iran. Mais deux questions brouillent les relations régionales depuis des années. La première est celle d'un « code de conduite » en mer de Chine méridionale. Alors que les pays de l'Asean tentent de négocier avec la Chine, la secrétaire philippine aux Affaires étrangères, Theresa Lazaro, a confirmé qu'aucun accord ne serait pas conclu cette année. « J'espère que Singapour [qui assumera la présidence tournante de l'Asean en 2027] parviendra à mener ces discussions à bien ».



Mer de chine méridionale et Birmanie

Pékin revendique la plus grande partie de la mer de Chine méridionale en dépit d'une décision contraire de la justice internationale, et des incidents opposent régulièrement les garde-côtes chinois à ceux des Philippines. Selon des ministres de la Défense de l'Asean, la Chine n'a envoyé qu'un attaché d'ambassade, exposant son courroux après des déclarations de responsables philippins. Cette fois, la Chine est représentée par son Premier ministre, Li Qiang. Le deuxième sujet épineux est celle des relations avec la Birmanie qui a été exclue des rencontres à haut niveau de l'Asean depuis le coup d'État militaire de 2021 qui a renversé le gouvernement élu d'Aung San Suu Kyi et provoqué une guerre civile toujours en cours.
Selon un projet de déclaration, l'association envisage une réintégration progressive de la Birmanie « fondée sur les avancées réalisées, en tenant compte de l'évolution de la situation sur le terrain ». L'Asean espère ainsi inciter le pouvoir birman à mettre en oeuvre le plan de paix en cinq points qu'elle tente en vain de promouvoir pour mettre fin à la guerre civile dans le pays.
Alors que Donald Trump est attendu ce mardi au sommet philippin, la protestation pourrait venir de la rue. Le programme américain Pax Silica, destiné à contrer la domination de la Chine dans la fourniture des semi-conducteurs et des terres rares, et dont le principal projet — un site de fabrication de 1 620 hectares au nord de Manille — menace de forcer le déplacement de familles indigènes. « C'est clairement dans l'intérêt des États-Unis et de leurs alliés et contre l'intérêt du peuple philippin, de notre souveraineté et de notre territoire », a jugé Jerome Adonis, un responsable syndical, lors d'une première manifestation qui a rassemblé quelque 200 personnes, ce dimanche 15 novembre.

Agence

JAPON

Le gouverneur de la banque centrale, Takata, appelle à une hausse rapide des taux

Les pressions inflationnistes pourraient s'intensifier au cours du second semestre de l'exercice fiscal en cours, qui s'achève en mars 2027, faisant grimper l'inflation au-delà de l'objectif de 2 %. Il a également évoqué les conséquences du conflit au Moyen-Orient comme un facteur de risque à la hausse.
La Banque du Japon (BOJ) devrait relever rapidement ses taux d'intérêt à un niveau neutre pour l'économie et s'attacher à prévenir une accélération excessive de l'inflation, a déclaré un membre du Conseil des gouverneurs. Hajime TakataD'après cette analyse, les pressions inflationnistes pourraient s'intensifier au cours du second semestre de l'exercice fiscal en cours, qui s'achève en mars 2027, faisant ainsi grimper l'inflation au-delà de l'objectif de 2 %. Il a également évoqué les conséquences du conflit au Moyen-Orient comme un facteur de risque à la hausse.
La Banque du Japon devrait donc progressivement abandonner sa politique visant à encourager une inflation sous-jacente plus élevée et démontrer aux marchés sa détermination à contenir toute hausse excessive, a déclaré M. Takata.
Après avoir maintenu son taux directeur inchangé à 1,25 % le mois dernier, l'institution a annoncé la fin de quatorze années d'efforts pour atteindre son objectif d'inflation, marquant ainsi le début d'une nouvelle phase de sa politique monétaire. M. Takata, qui avait proposé sans succès une hausse à 1,5 % en octobre, estime nécessaire de rapprocher le taux directeur de la fourchette nominale neutre estimée par les analystes techniques de la banque centrale, entre 1,1 % et 2,5 %, en visant précisément la médiane.

Agence

FACE AUX MESURES PRISES PAR PEKIN POUR RÉDUIRE LES PRIX

L'Australie accuse la Chine de manipuler le commerce du minerai de fer

Le gouvernement australien a exprimé son inquiétude face aux mesures prises par la Chine pour réduire les prix du minerai de fer acheté par les producteurs australiens, dénonçant une possible manipulation des échanges commerciaux de la part du principal client du pays. Le ministre des Ressources, Madeleine Roi.
Les autorités australiennes ont qualifié ces pratiques de contraires aux règles internationales et ont averti qu'elles pourraient avoir des répercussions sur l'économie et les finances publiques de l'Australie. Canberra a entamé des consultations avec les sociétés minières nationales. Au cœur du différend se trouve le China Minerals Resources Group (CMRG), un organisme d'État créé en 2022 pour centraliser les achats chinois et renforcer le pouvoir de négociation de Pékin. Selon Canberra, le groupe a tenté de bloquer certaines ventes de producteurs australiens lors des négociations contractuelles.
L'Australie a exporté 944 millions de tonnes de minerai de fer l'an dernier, dont environ les trois quarts vers la Chine. BHP et Rio Tinto ont récemment conclu des accords avec CMRG, tandis que Fortescue a annoncé des ventes inférieures de 3,9 millions de tonnes en raison de négociations en cours, prévenant qu'un échec des négociations d'ici décembre pourrait impacter son activité. La valeur des exportations australiennes devrait diminuer de 10 % l'an prochain, pour atteindre 107 milliards de dollars australiens.

R I.

CHINE

Essoufflement des ventes au détail en octobre

La croissance des ventes au détail chinoises s'est affaiblie en octobre, selon des données officielles publiées ce lundi 16 novembre, alors que la deuxième économie mondiale peine à soutenir la demande intérieure et à inverser la tendance à la baisse des dépenses. Cette hausse de 0,4 % en glissement annuel, annoncée par le Bureau national des statistiques (BNS), fait suite à une progression de 1,1 % en septembre. Ce chiffre est également inférieur aux prévisions de Bloomberg, qui tablaient sur 0,8 %, malgré une semaine de jours fériés nationaux, ce qui souligne les difficultés persistantes pour relancer la consommation. Ce chiffre est également inférieur aux prévisions de Bloomberg, qui tablaient sur 0,8 % malgré la semaine fériée du jour de la fête nationale, ce qui souligne les difficultés persistantes pour relancer la consommation.

Morosité des dépenses intérieures

Pékin est confronté à une morosité des dépenses intérieures depuis la fin de la pandémie de Covid-19, la stagnation de l'activité pesant sur la croissance nationale alors même que les exportations sont en plein essor. La production industrielle a progressé de 4,8 % en octobre, a indiqué le BNS, après une croissance de 5,5 % en septembre, et en deçà des prévisions de Bloomberg qui tablaient sur 5,3 %.
L'économie chinoise est restée stable en octobre, mais «l'environnement international» reste «caractérisé par une instabilité et une incertitude importantes», a déclaré le BNS dans un communiqué publié lundi. «Sur le plan intérieur, le déséquilibre entre une offre forte et une demande faible persiste, certaines entreprises sont confrontées à des difficultés opérationnelles, et les fondements d'une économie stable et en voie d'amélioration doivent encore être consolidés», a ajouté l'organisme.
Les autorités visent cette année un objectif officiel de croissance compris entre 4,5 % et 5,0 %, soit le plus bas depuis des décennies. L'économie chinoise a connu une croissance légèrement supérieure aux prévisions du troisième trimestre, selon les données publiées en octobre, mais les chiffres se sont tout de même établis à 4,5 %.

Agence

LA CHUTE FAIT TRÈS MAL

les entreprises liées aux data centers perdent 4 200 milliards de dollars en Bourse

Les fournisseurs de data centers surfaient sur la ruée vers l'intelligence artificielle, mais la fête est finie. Les investisseurs s'en détournent depuis juin… Et le doute gagne tout le secteur.



Depuis des mois, les géants de la tech multiplient les projets de data centers, investissant des centaines de milliards de dollars. Problème, ces dépenses sont de plus en plus financées par la dette, alors même que la colère monte face à ces ogres énergétiques. Aux États-Unis, des dizaines de projets ont déjà été bloqués ou retardés.

Des pertes qui touchent tous les maillons de la chaîne

Et cela a des conséquences claires. D'après une analyse du Financial Times, les groupes industriels, énergéticiens et miniers du monde entier ont perdu 4 200 milliards de dollars de valeur en Bourse depuis juin. Or, ce sont spécifiquement eux qui fournissent le matériel nécessaire à la ruée vers l'IA : les générateurs, la climatisation ou la fibre optique dont les centres de données ne peuvent pas se passer.

Ces pertes effacent près de la moitié des 9 400 milliards gagnés par ces mêmes entreprises au cours des 12 mois précédents. Les plus gros noms n'y échappent pas. Caterpillar, grand fournisseur de générateurs à gaz pour data centers, a vu sa capitalisation fondre de 214 milliards de dollars, soit 44 %, depuis son record du 30 juin. Oklo, spécialiste du nucléaire, a plongé de 49 %, malgré un contrat sensationnel décroché auprès de Meta en janvier. Quant au spécialiste de la climatisation Comfort Systems et au fabricant de fibre optique Corning, ils ont chacun perdu environ la moitié de leur valeur.

Le mouvement dépasse ces seuls cas. Car depuis l'été, les industriels forment le deuxième secteur le plus en difficulté du S&P 500, l'indice vedette de Wall Street, derrière la technologie.

Simple correction ou début d'un retournement ?

Le signal est on ne peut plus clair : les investisseurs craignent que le rythme des dépenses des géants de l'IA ne soit intenable, et que la pression politique contre les data centers ne finisse par casser la dynamique.

À noter, tout de même, que la demande ne faiblit pas. Caterpillar affiche par exemple un carnet de commandes record de 78 milliards de dollars, une donnée malgré tout trompeuse, car par peur de manquer d'équipements, certains clients multiplient les requêtes, parfois par deux ou trois, afin de garder leur place dans la file d'attente. Aux États-Unis, la construction de data centers, hors puces et serveurs, a tout de même atteint 96 milliards de dollars sur 12 mois.

Mais l'actualité politique ne laisse présager rien de bon pour la filière. Car l'effet des moratoires et restrictions largement soutenus par les Américains lors des élections de mi-mandat reste flou. Certains analystes se veulent malgré tout rassurants : les projets visés seront simplement déplacés vers des territoires plus accueillants. Toutefois, force est de constater que la grogne gagne de plus en plus de personnes.

AXÉ SUR LA PERFORMANCE ET LA SÉCURITÉ

Alibaba lance Qwen4-Max, son nouveau modèle d'IA

Alibaba a officiellement lancé Qwen4-Max le 16 novembre 2026, son nouveau modèle phare d'intelligence artificielle destiné aux applications professionnelles et scientifiques. Le géant chinois annonce une réduction de 62 % du coût moyen par tâche, des capacités de raisonnement améliorées et des dispositifs de sécurité renforcés. Une offensive qui intensifie la concurrence mondiale sur le marché de l'IA générative.

Accessible au public depuis le 16 novembre à 3 h 01, heure de Paris, Qwen4-Max avait déjà fait l'objet d'une préversion ouverte le 11 novembre aux abonnés du Token Plan d'Alibaba. Cette version d'essai reste disponible jusqu'au 25 novembre, avant son retrait programmé. Le nouveau modèle vise notamment les secteurs de la finance, de la santé, du droit, de la fabrication industrielle et de la recherche scientifique.

Un modèle de 2 400 milliards de paramètres

Qwen4-Max repose sur une architecture Mixture-of-Experts (MoE), qui permet de mobiliser uniquement une partie des paramètres du modèle pour chaque opération.



Sur un total de 2 400 milliards de paramètres, 71 milliards sont activés par token, soit 25 % de moins que son prédécesseur Qwen3.8-Max-Base, selon Alibaba. Cette approche vise à améliorer l'efficacité du traitement sans mobiliser l'ensemble des ressources du modèle.

Le système intègre également des capacités natives de compréhension visuelle et une fenêtre de contexte pouvant atteindre un million de tokens. Il peut ainsi analyser de longs documents, traiter des images et répondre à des demandes complexes. Alibaba met notamment en avant ses applications dans la modélisation 3D, la programmation, la conception industrielle et les travaux scientifiques.

Des coûts réduits de 62 %

Selon Alibaba, Qwen4-Max surpasse Qwen3.8-Max sur Work360, son benchmark interne couvrant 721 domaines spécialisés. En mode de raisonnement avancé, le nouveau modèle consommerait 35 % de tokens en moins. Ces résultats n'avaient toutefois pas encore été confirmés par des évaluations indépendantes au moment du lancement.

L'amélioration de l'efficacité s'accompagne d'une baisse tarifaire. Qwen4-Max est proposé à 1,50 dollar par million de tokens en entrée et 4,50 dollars en sortie, contre respectivement 2 et 6 dollars pour Qwen3.8-Max. D'après les tests d'Alibaba, cette combinaison permettrait de ramener le coût moyen d'une tâche de 4,43 à 1,67 dollar, soit une réduction de 62 %. Un argument commercial important pour les entreprises qui déploient l'IA à grande échelle.

La sécurité renforcée

Alibaba affirme avoir intégré des contrôles de sécurité supplémentaires pendant l'entraînement du modèle, notamment pour limiter les vulnérabilités liées aux injections de code, aux défauts de sécurité mémoire et aux problèmes de contrôle d'accès.

Le groupe indique également avoir écarté certaines données d'entraînement associées à des activités cyberoffensives, tout en conservant celles consacrées à la détection et à la correction des vulnérabilités. Des mécanismes spécifiques ont aussi été ajoutés pour réduire les risques liés aux usages chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. L'efficacité de ces dispositifs reste toutefois à confirmer par des évaluations indépendantes.

Une concurrence mondiale

Avec Qwen4-Max, Alibaba poursuit son offensive face aux grands développeurs d'IA, notamment OpenAI, Anthropic et Google, ainsi qu'aux acteurs chinois comme DeepSeek. Le groupe cherche à se différencier en associant performances techniques, maîtrise des coûts et dispositifs de sécurité.

Pour les entreprises, cette concurrence élargit le choix des solutions disponibles, mais rend également leur évaluation plus complexe. Au-delà des performances annoncées, la fiabilité, la protection des données, les coûts réels d'utilisation et les conditions d'intégration restent des critères essentiels.

Avec Qwen4-Max, Alibaba confirme que la bataille de l'IA se joue désormais autant sur l'efficacité économique que sur la puissance des modèles.

GRÂCE À SES CONCURRENTS

BMW a trouvé un moyen inattendu de gagner de l'argent

Et si les émissions de CO_2 de ses concurrents devenaient une nouvelle source de revenus pour BMW ? Alors que ses bénéfices automobiles sont sous pression, le constructeur allemand compte monnayer son avance sur les objectifs européens d'émissions. Après Tesla ou encore Leapmotor, BMW entend à son tour profiter du système des « pools » CO_2, avec une particularité : il pourrait notamment venir en aide à certains de ses concurrents chinois.

BMW pourrait bientôt recevoir de l'argent d'autres constructeurs automobiles pour les aider à respecter les objectifs européens de CO_2. Selon le quotidien économique allemand Handelsblatt, qui s'appuie sur des documents de la Commission européenne, le groupe bavarois vient d'ouvrir son "pool" CO_2 à la concurrence. Les constructeurs intéressés pourront ainsi mutualiser leurs émissions avec celles de BMW, moyennant des conditions financières négociées entre les parties.

Depuis quelques années, on connait déjà bien ce principe des "pools". En Europe, les constructeurs peuvent se regrouper pour calculer ensemble les émissions moyennes de CO_2 de leurs voitures neuves. Ceux qui dépassent leurs objectifs individuels peuvent ainsi profiter des bons résultats de partenaires davantage tournés vers l'électrique, plutôt que de risquer des pénalités de 95 € par gramme de trop et par véhicule immatriculé. Et c'est justement là que BMW tire son épingle du jeu, car contrairement à plusieurs de ses concurrents, le constructeur allemand a atteint ses objectifs en 2025 sans avoir besoin de rejoindre un autre groupe. Il dispose donc d'une marge de manœuvre qu'il compte bien désormais valoriser.



Une source de revenus bienvenue pour BMW

D'après les documents consultés par Handelsblatt, les constructeurs pourront demander à rejoindre le pool de BMW pour les années 2025, 2026 et 2027. Les candidats devront notamment communiquer leurs émissions de CO_2 et fournir des garanties financières. BMW veut ainsi éviter qu'un partenaire trop éloigné de ses objectifs ne mette en difficulté l'ensemble du regroupement, au risque de déclencher des pénalités pour dépassement des seuils réglementaires.

Cette nouveauté intervient dans un contexte particulièrement délicat pour le groupe allemand. BMW a récemment lancé son deuxième avertissement sur résultats en six mois. Sa marge opérationnelle dans l'activité automobile pourrait tomber à 0,5% cette année, voire devenir négative. En cause, notamment, les difficultés rencontrées sur le marché chinois, longtemps l'un des principaux moteurs de sa rentabilité. Dans ces conditions, la possibilité de facturer à d'autres constructeurs son avance sur les objectifs CO_2 représente une source de revenus supplémentaire, sans nécessiter de nouveaux investissements industriels majeurs.

Reste à savoir combien cette activité pourrait réellement rapporter. Aucun montant n'a été communiqué et les accords dépendront des partenaires retenus. Interrogé par Handelsblatt, un analyste relativise d'ailleurs les bénéfices potentiels de l'opération, comparant cette recherche de revenus supplémentaires à une quête de petite monnaie pour régler les factures. Une image qui illustre surtout l'ampleur des difficultés financières auxquelles BMW doit faire face.

Après Tesla et Leapmotor, BMW veut aussi sa part du gâteau

Jusqu'ici, Tesla figurait parmi les principaux bénéficiaires de ce mécanisme en Europe. Le constructeur américain a longtemps accueilli dans son pool des marques comme Stellantis, Ford ou Toyota, qui pouvaient ainsi profiter de ses ventes exclusivement électriques. Mais les alliances ont évolué. En 2026, Stellantis a notamment choisi de se rapprocher de Leapmotor, son partenaire chinois dont il détient environ 20% du capital. Ce dernier pourrait percevoir jusqu'à 350 millions d'euros cette année grâce aux crédits CO_2 vendus au groupe franco-italo-américain. BMW pourrait désormais attirer des constructeurs qui cherchent à réduire leur exposition aux pénalités européennes. Parmi les candidats potentiels, il pourrait y avoir notamment le chinois SAIC, propriétaire de MG. Malgré le développement de sa gamme électrique, le groupe n'avait pas atteint ses objectifs individuels en 2025. Une éventuelle association avec BMW lui permettrait donc de profiter d'un bilan CO_2 plus favorable. À ce stade, il ne s'agit toutefois que d'une hypothèse, aucun accord entre les deux groupes n'ayant été annoncé.

L'opération illustre une fois de plus une évolution des rapports de force dans l'industrie automobile. Les constructeurs capables de respecter leurs objectifs européens ne se contentent plus d'éviter les amendes mais ils peuvent aussi tirer des revenus des difficultés de leurs concurrents. Avec une ironie supplémentaire dans le cas de BMW : alors que la concurrence chinoise contribue à fragiliser ses résultats, certains groupes chinois pourraient demain lui verser de l'argent pour respecter les règles européennes. Une façon de transformer son avance en matière d'émissions de CO_2 en avantage financier, même si celui-ci ne suffira probablement pas à compenser les difficultés de son activité automobile.

Audi veut racheter ses propres voitures pour vous vendre des pièces détachées d'occasion

Dès le début 2027, Audi lancera Audi Circular Solutions, sa filiale dédiée au réemploi de pièces automobiles. La marque compte racheter et démonter ses véhicules en fin de vie pour revendre des composants d'occasion certifiés. Cette stratégie inédite, qui concernera aussi la France où l'économie circulaire explose, vise un double objectif : sécuriser les approvisionnements en matières premières et générer de nouvelles sources de revenus en maîtrisant l'intégralité du cycle de ses modèles automobiles.

Avec la création d'Audi Circular Solutions, opérationnelle dès le début de l'année 2027, la marque aux quatre anneaux s'offre une nouvelle identité dans l'après-vente. Et la France sera concernée. Le constructeur d'Ingolstadt ne se contente plus de vendre des véhicules neufs puisqu'il entend désormais racheter ses propres modèles en fin de parcours (quand c'est possible...), les démonter chirurgicalement grâce à un réseau de partenaires spécialisés à travers l'Europe, et réalimenter son réseau en pièces détachées d'occasion authentiques. Audi ne donne en revanche pas vraiment de détails sur le réseau de "casseurs" sélectionnés pour être partenaires de la marque, ni si les concessionnaires seront sollicités.

Audi veut trouver de nouvelles sources de revenus

Cette nouvelle activité d'Audi s'inscrit en fait dans la stratégie globale « reduce & grow » du groupe Volkswagen, déjà éprouvée par les pilotes industriels menés à Zwickau et le programme MaterialLoop. En structurant un canal centralisé de vente de pièces d'occasion — qui commencera par exploiter ses propres véhicules internes issues des flottes de l'entreprise avant de racheter des modèles sur le marché, y compris d'autres marques à terme —, Audi poursuit un double objectif. Il s'agit d'une part de s'assurer un accès direct à des matières premières secondaires, à l'instar des plastiques recyclés, afin d'immuniser sa chaîne d'approvisionnement contre les soubresauts géopolitiques. D'autre part, après des années à investir à marche forcée dans une transition électrique aux rendements parfois décevants, le constructeur cherche de nouveaux relais de rentabilité sur toute la durée de vie de ses produits. Le principal objectif est probablement là : dégager de nouvelles sources de revenus pour diversifier le portefeuille d'activité. Ce qui devient crucial pour les constructeurs automobiles.

En mettant un pied dans l'économie circulaire, la marque allemande emboîte le pas à d'autres entreprises spécialisées du secteur. En France, le marché des pièces issues de l'économie circulaire affiche une bonne santé, pesant désormais plus de 400 millions d'euros et enregistrant une croissance annuelle soutenue à deux chiffres. Porté par l'inflation des tarifs des pièces neuves et par des contraintes réglementaires de plus en plus strictes — de la loi de transition énergétique à la loi AGEC qui imposent aux garagistes de proposer systématiquement une alternative d'occasion —, ce secteur est passé du statut de solution de secours à une vraie seconde alternative.

La mainmise du constructeur, de l'usine jusqu'au broyeur ?

Audi n'est pas le seul constructeur à vouloir considérer "ses" voitures en fin de vie. Jusqu'à présent, la plupart d'entre eux abandonnaient volontiers la gestion des épaves aux centres VHU et aux casseurs indépendants, ne voyant pas forcément de débouché économique.

En reprenant la main sur le démantèlement et la commercialisation des composants de seconde main à travers sa propre filiale, le géant allemand entend désormais capter la valeur résiduelle de ses véhicules jusqu'à leur dernier boulon. Sans même parler de la récupération des batteries sur les électriques en fin de vie !

Pour le client, la promesse consiste à accéder à des pièces d'origine certifiées à moindre coût, à condition d'accepter que le constructeur verrouille désormais l'intégralité du cycle de vie de sa voiture...

Signe du zodiaque / Mille-pattes
Entière-ment
Arbre à latex / Retirés
Antique
Détruire par le feu / Commune du Hainaut
Orient / Longue période
Déchet
Représen-tant
Gibiers
Lettre grecque / Grand oiseau
Succinctes
Insecte noir / Mentionnée
Distance chinoise / Vedette
Conifères / Attachée
Affluent de la Dordogne / Troupe
Austral / Camarade
Départ-ement / Parée
Rongeur / Soldat américain
Largeur d'étoffe
Négocia-teurs
Anéantis-sement / Antanana-rivo
Initiales de Mr Strauss-Kahn
Douleur / Résines fossiles
Située chez le notaire
Côte
Périodes / Tenta
Finissage
Prénom anglais
Pieu
Alcaloïde
Berbères / Souvent artésien
Possessif / Procla-mations
Affluent du Rhône
Effon-drement
Petit fruit
Faille / Geste de scout
Habitudes
Capitale de l'Algarve au Portugal
Arrose St-Omer / Tristesse
Petits chapeaux
Cérium
Petit ruisseau
Alliance atlantique / Volatile
Hurlements / Stigmate
Chats / Renouveau
Prière / Prénom de Lupin
Mot de peste
Pan-pan
Vieux / Animal rampant
Navire
Note de musique / Astate
Privés de lait
Poisson d'eau douce
Ballast
Constellés / Équerres
Titane
Libre service / Possédés
Note de musique / Principe de vie
Purifié
Pensées / Champion
Unique
Baigneuse
Agence spatiale
Opinion
Petite sainte

PÉTROLE

Le Brent se maintient à plus de 95 dollars

Les cours du pétrole restaient stables lundi, alors que le marché pétrolier reste soutenu par l'évolution de la situation géopolitique internationale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, lâchait 0,45 %, à 95,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, se repliait de 0,10 % à 88,47 dollars.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 17 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 233 blessés en 24 heures

Six personnes ont trouvé la mort et 233 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique lundi, un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec morts suite au renversement d'un véhicule sur la route nationale N 55, dans la daïra d'Abalessa, précise la même source.
Durant la même période, les unités de la Protection civile ont effectué 3626 interventions, dont 2755 évacuations sanitaires et 468 opérations diverses.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'Algérie décroche un siège au Conseil de l'UIT pour le mandat 2027-2030

L'Algérie a décroché, lundi, un siège au Conseil de l'Union internationale des télécommunications (UIT), au titre de la région Afrique, pour le mandat 2027-2030, indique un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.
Cette élection "est intervenue lors des travaux de la Conférence de plénipotentiaires (PP-26) de l'UIT qui se tient à Doha (Qatar), du 9 au 27 novembre courant", précise la même source.
Par cette victoire, "l'Algérie participe à l'organe directeur de l'UIT dans l'intervalle entre deux conférences, en tant que porte-voix des priorités de l'Afrique", conclut le communiqué.

HYDROCARBURES

L'américain KBR entend renforcer sa présence en Algérie

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu, hier, par visioconférence, avec le responsable du secteur des solutions technologiques durables au sein de la société américaine KBR, Jay Ibrahim, en présence de plusieurs cadres du ministère. Cette rencontre a constitué une occasion de poursuivre les concertations sur les perspectives de renforcement de la présence de KBR en Algérie et d'identifier les domaines de coopération prioritaires, notamment dans l'ingénierie, la gestion de projets et les technologies avancées, en adéquation avec les orientations stratégiques de l'Algérie visant à développer le secteur des hydrocarbures et à renforcer ses capacités de production, industrielles et technologiques, indique le ministère dans un communiqué.
Dans ce cadre, les discussions ont porté sur les moyens permettant à la société américaine KBR d'accompagner le groupe Sonatrach dans la mise en œuvre de ses programmes de développement et d'investissement, à travers la mobilisation de son expertise en ingénierie et en technologie ainsi que de ses solutions avancées pour améliorer les performances des installations, accroître les capacités de production de pétrole et de gaz, développer les industries pétrochimiques et valoriser les ressources nationales.
Les deux parties ont également examiné les perspectives de coopération dans les domaines des technologies durables et des solutions industrielles innovantes, de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de la réduction des émissions de carbone et du développement des technologies de production d'ammoniac au niveau des installations de Sonatrach.
Les discussions ont, par ailleurs, porté sur l'intérêt de KBR à renforcer sa présence en Algérie, à travers la possibilité de créer une structure locale spécialisée dans l'ingénierie et la gestion de projets, en s'appuyant sur les compétences et les ressources nationales et internationales. Cette démarche contribuerait au transfert de connaissances et de savoir-faire technologique, au développement des capacités locales et au renforcement du contenu local dans les projets industriels et énergétiques.
À cette occasion, Mohamed Arkab a souligné l'importance de nouer des partenariats stratégiques durables avec les entreprises internationales de premier plan, fondés sur la création de valeur ajoutée pour l'économie nationale, le transfert de technologies et de connaissances ainsi que le développement des compétences algériennes. Il a également insisté sur la nécessité d'orienter ces partenariats vers la réalisation de projets concrets contribuant à la modernisation des installations énergétiques et industrielles et au renforcement des capacités de production, de valorisation et de transformation.
Le ministre d'État a, en outre, invité la société américaine à poursuivre le renforcement de sa coopération avec le groupe Sonatrach et à tirer parti des opportunités d'investissement offertes par l'Algérie, notamment dans les domaines du développement des ressources pétrolières et gazières, de la pétrochimie, de l'ingénierie, de la gestion de projets et des technologies industrielles avancées.
De son côté, Jay Ibrahim a renouvelé l'intérêt de KBR pour le marché algérien, affirmant la disponibilité de son entreprise à mobiliser son expertise et ses capacités technologiques et d'ingénierie pour accompagner les programmes de développement de Sonatrach, contribuer à la réalisation de projets stratégiques et renforcer la coopération à long terme avec les entreprises algériennes, en mettant l'accent sur le transfert de technologies et le développement des compétences nationales.

Synthèse Z R.

CLIMAT/COP31

L'intelligence artificielle, une arme à double tranchant

L'intelligence artificielle (IA) est à la fois porteuse d'un "immense potentiel" et d'un "grand péril", a déclaré, lundi à Antalya (Turquie), le secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Simon Stiell, à la grande conférence annuelle sur le climat COP31.
"L'IA et les autres technologies de pointe sont une arme à double tranchant", a souligné M. Stiell, lors de sa participation au lancement d'une initiative sur l'IA à Antalya, appelant les pays à faire de cette technologie "un élément de la solution" face aux enjeux climatiques, et non une nouvelle source d'explosion des émissions de gaz à effet de serre.
"Nous ne pouvons pas demander aux citoyens d'accepter dès aujourd'hui des factures plus élevées, davantage de pollution responsable du réchauffement climatique et des inégalités accrues en échange de promesses d'un avenir meilleur. Les bénéfices de l'IA doivent être supérieurs aux coûts croissants qu'elle engendre", a-t-il souligné.
Les centres de données qui alimentent l'intelligence artificielle consomment d'énormes quantités d'énergie et d'eau. Et la construction de ces "data centers" est devenue un sujet de crispation politique dans nombre de pays.
Lundi, Simon Stiell a exhorté les entreprises à alimenter leurs centres de données avec des énergies renouvelables.
"Les dirigeants d'entreprise et les conseils d'administration doivent prendre leurs responsabilités et aligner leurs stratégies commerciales et leurs plans d'investissement sur les objectifs climatiques convenus à l'échelle mondiale", a-t-il insisté.

APS

AVEC LA PARTICIPATION DE 200 EXPOSANTS

Le 7e SIVECC s'ouvre à Alger

La 7e édition du Salon international de la ventilation, de l'électricité, du chauffage, de la climatisation, de la plomberie et de la sécurité incendie (SIVECC) a ouvert ses portes lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec plus de 200 exposants nationaux et étrangers. Etalé sur 15.000 m2, le Salon qui réunit fabricants, distributeurs, installateurs et industriels autour des solutions techniques destinées aux bâtiments et aux infrastructures, devrait accueillir quelque 12.000 visiteurs, selon les estimations des organisateurs.
Les entreprises étrangères viennent de Chine, de Turquie, d'Italie, d'Egypte, de Tunisie, de Serbie et de Jordanie.
"Cette édition vise à donner aux professionnels une meilleure visibilité sur les solutions disponibles sur le marché et à faciliter les contacts entre entreprises algériennes et partenaires internationaux", a indiqué Nadjet Bahlouli, membre de l'équipe organisatrice.
Dix conférences et ateliers de formation sont programmés, notamment sur le traitement de l'air en salle blanche, l'efficacité énergétique dans le résidentiel et les solutions de climatisation.
Aux cotés des grandes marques, plusieurs start-ups profitent de ce rendez-vous pour présenter leurs innovations et nouer des contacts avec des partenaires industriels et des investisseurs.
La plateforme "In Tech" numérise le service après-vente des appareils électroménagers et des équipements de climatisation. Son fondateur, Islem Boutarene, a expliqué que l'application permet aux particuliers de suivre en temps réel leur demande de réparation, du dépôt à la fin de l'intervention, jusqu'à la réception de la facture et du bon de garantie. "Elle met aussi en relation fabricants et distributeurs avec des techniciens qualifiés", a-t-il précisé.
En prévention des incendies, "Eco Flame Shield" met au point un fluide naturel et biodégradable à base de déchets alimentaires (épluchures). "Notre objectif est de freiner la propagation des incendies sans aggraver l'impact sur l'environnement", a déclaré sa cofondatrice, Mme Adjroud.
Créée avec Mme Hadjab, toutes deux issues de la spécialité chimie macromoléculaire de l'USTHB, la start-up prévoit des essais sur le terrain avec la Direction générale des forêts (DGF) après validation de son brevet.
"Eco Smart Glass", fondée par Rym Boulil, propose pour sa part un traitement du vitrage à base de polymère en gel, qui modifie l'opacité du verre selon la température. "Transparent par temps frais, le vitrage devient opaque sous l'effet de la chaleur, ce qui limite le recours à la climatisation et la consommation d'énergie", a-t- elle expliqué.
Le projet bénéficie de plusieurs dispositifs d'accompagnement, dont Icosnet, l'incubateur Techinnov de l'USTHB, le programme Green Business de l'ambassade des Pays-Bas et l'Algeria Startup Challenge, en collaboration avec un programme international, selon la fondatrice. Ces structures l'aident en management, marketing et gestion des risques entrepreneuriaux.
La start-up recherche des partenaires industriels et des investisseurs pour faciliter son approvisionnement en matières premières et développer une production locale.

R E.